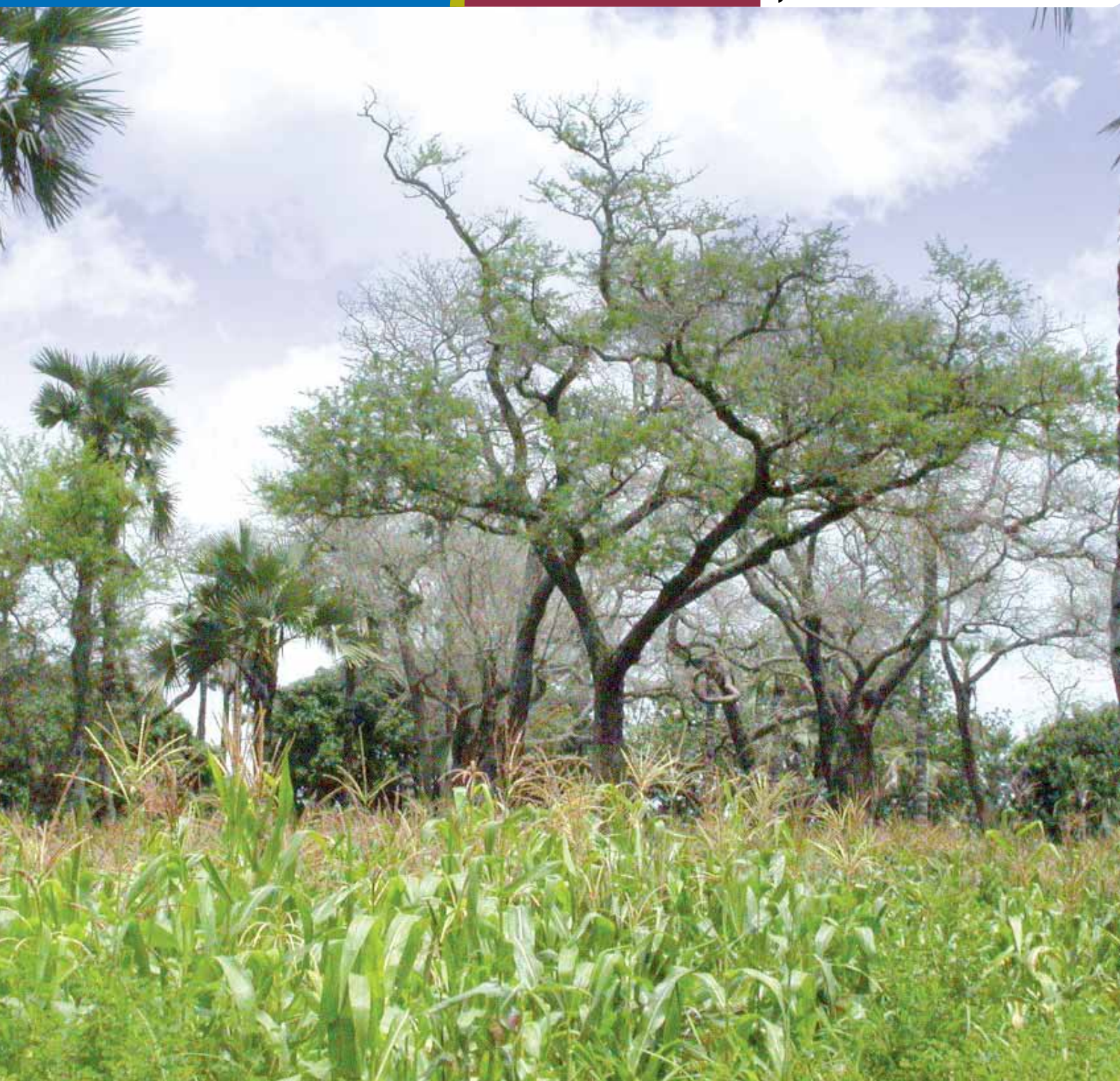




AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

Juin 2011 - volume 27 n°2



Forêt et agroforesterie



Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 27.2 - Juin 2011
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE
IED Afrique
24, Sacré Coeur III - Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@orange.sn
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnatrice : Awa Faly Ba Mbow

Comité éditorial : Bara Guèye,
Awa Faly Ba Mbow, Maké Dangnokho

Administration :
Maimouna Dieng Lagnane

Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :
Imprimerie Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale

LEISA Magazine
ILEIA P.O. Box 2067, 3800 CB Amersfoort,
The Netherlands
Tél. : +31 33 467 38 70
Fax : +31 33 463 24 10
subscriptions@ileia.nl

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Edition espagnole
La revista de agro-ecologia
Asociación ETC Andes, AP.18-0745,
Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Edition indienne
LEISA India
AME Foundation, PO Box 7836, Bangalore
560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

S O M M A I R E

4 Editorial

6 L'agroforesterie, espoir d'une agriculture durable

Dennis Garrity et Paul Stapleton

8 Entre préjugés et marginalisation, le paiement des services : une voie pour l'équité, au Cameroun ? - Félix Meutchieye

14 Une méthode accessible aux agriculteurs

Torsten Mandal

16 L'agroforesterie pour la bonne gestion des ressources naturelles

Franck Van Schoubroeck

18 Sécurité alimentaire et augmentation durables des revenus des ménages : la RNA au secours des producteurs à Kaffrine (senegal)

Charles Bakhou, Mamadou Fall

20 La forêt au service des femmes : améliorer les moyens d'existence par la valorisation des produits forestiers - Rokia Cissé, Mamadou Fall

22 Gestion de la biodiversité au Burkina : l'expérience de l'AGED au tour de la mare de Darkoye - Assane Bokoum

24 Gestion des forêts communautaires au Sénégal

Madior Fall

25 Sites web

26 Bibliographie

28 AGRIDAPE Infos

16 L'agroforesterie pour la bonne gestion des ressources naturelles

Franck Van Schoubroeck

Cet entretien avec le Président du Réseau des Organisations de Paysans et de Producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) Djibo BAGNA vise à expliquer que l'agroforesterie fait partie de la bonne gestion des ressources naturelles. M. Bagna soutient que l'agroforesterie peut être un élément clé de la diversification nécessaire des pratiques agricoles.

Il plaide en faveur du développement de systèmes d'agroforesterie axés sur l'agriculture familiale pouvant produire du bois adapté aux besoins du marché international. Et en ce qui concerne le rôle des pasteurs dans l'agroforesterie, le président du Roppa, affirme qu'à l'image de tous les producteurs agricoles, les pasteurs sont obligés de changer leurs activités.

UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

AgriCultureS est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial. **AgriCultureS** dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

Édition indonésienne SALAM

JL Letda Kajeng 22,
Den Pasar 80234
Bali Indonésie
E-mail : leisa@indo.net.id

Édition brésilienne *Agriculturas, experiencias em agroecologia*

AS-PTA, Rio de Janeiro, RJ Brésil 20091-020
E-mail : paulo@aspta.org.br

Sites Web

<http://www.leisa.info>
<http://www.iedafrique.org>
<http://agridape.leisa.info>

Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@orange.sn

Financement AGRIDAPE

Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et de DGSI

Photo de couverture :

Agroforesterie au Burkina Faso avec *Borassus akeassii* et *Faidherbia albida*

Source :

Dr. Marco Schmidt

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



20 La forêt au service des femmes : améliorer les moyens d'existence par la valorisation des produits forestiers

Rokia Cissé, Mamadou Fall

Cet article met en exergue l'expérience des femmes de la coopérative Jeka Baara. Et la coopérative est située à quelque 12 km de la ville de Bamako, dans la petite commune de Sibiribougou. La baisse de la productivité agricole a provoqué une surexploitation des ressources forestières. En effet, les arbres offrent plusieurs services et produits parmi lesquels : nourriture, bois de chauffage, fruits et noix, fourrage, médicaments, bois de construction, paillis, ombre et coupe-vent.

La coopérative de Jeka Baara regroupe 26 femmes qui se sont impliquées dans la régénération et la protection des ressources forestières très affectées par les actions anthropiques combinées aux changements climatiques.



24 Gestion des forêts communautaires au Sénégal

Madior FALL

Le Programme Usaid Wula Nafaa présent au Sud-Est du Sénégal dans les régions de Ziguinchor, Kolda, Sédhiou et Tambacounda a permis aux populations locales d'expérimenter la gestion communautaire des forêts aménagées.

L'objectif principal de cet ambitieux Programme consiste à domicilier l'exploitation des ressources ligneuses dans les forêts aménagées. Il s'y ajoute qu'aujourd'hui, ce Programme a fini de révolutionner la gestion des forêts dans les zones cibles.

En effet, «les forêts dont les ressources ne profitaient guère aux populations locales sont de plus en plus sécurisées et offrent aujourd'hui de réelles possibilités aux riverains d'améliorer leurs conditions de vie», renseigne l'auteur de l'article.

Chères lectrices, chers lecteurs,

La Corne de l'Afrique est encore confrontée à une famine sans commune mesure. La communauté internationale aura-t-elle suffisamment de ressources pour sauver les douze millions d'Africains qui risquent de mourir de faim à cause de la sécheresse au Kenya, en Éthiopie, en Somalie, en Ouganda et à Djibouti ?

Il urge d'investir dans la réhabilitation des ressources naturelles qui constituent une source importante de vie pour des communautés locales. Parmi ces ressources naturelles les forêts jouent un rôle primordial dans le continent et de plus en plus le développement de l'agroforesterie contribue largement à augmenter la rentabilité des terres pour une agriculture durable.

Ce n'est pas gratuit si l'ONU a déclaré 2011, année internationale des forêts. Par cette proclamation, elle souhaite rappeler au monde entier que les forêts sont une partie intégrante du développement mondial durable : les activités économiques relatives aux forêts ont une incidence sur l'existence de 1,6 milliard de personnes au plan mondial, apportent des bienfaits socioculturels, servent de fondement aux savoirs autochtones et, en tant qu'écosystèmes, jouent un rôle primordial en matière d'atténuation des répercussions des changements climatiques et de protection de la biodiversité.

Ce numéro 27.2 d'AGRIDAPE permettra aux lecteurs de découvrir plusieurs expériences au tour de la thématique «forêt et agroforesterie» pour une meilleure gestion de nos ressources naturelles. Faut-il rappeler que chaque jour, quelque 350 km² de couverture forestière sont détruits à travers le monde.

Bonne lecture...



Photo : C. Dupraz

Agroforesterie tropicale en Indonésie : pendant la saison sèche, les rizières sont cultivées en maraichage avec des cultures associées de choux et haricots sous les cocotiers.

Une sévère crise alimentaire frappe de plein fouet la Corne de l'Afrique. Aujourd'hui, la communauté internationale est à la recherche de ressources abondantes pour sauver les douze millions d'Africains qui risquent de mourir de faim à cause de la sécheresse au Kenya, en Éthiopie, en Somalie, en Ouganda et à Djibouti. Est-il besoin de rappeler que cette longue sécheresse est l'une des conséquences désastreuses de la déforestation. Dès lors, on peut toujours se poser la question de savoir : l'homme peut-il vivre sans les arbres ?

« Cette crise sévère requiert une aide immédiate. Elle est causée par des années de sécheresse et de conditions de vie détériorées. Le bétail meurt en masse, et les communautés pastorales sont en train de perdre leurs moyens de survie et leurs biens les plus précieux. Il ne reste plus rien pour nourrir les familles ». Ce cri de cœur est lancé il y a quelques jours

par le Directeur de CARE en France, Philippe Lévêque. Il a ajouté que : « certes, les personnes ont besoin d'une aide humanitaire, mais également d'une aide à long-terme pour faire face aux impacts des sécheresses. La Corne de l'Afrique souffre d'insécurité alimentaire chronique, dont les raisons fondamentales (l'extrême pauvreté, les injustices sociales, les chan-

gements climatiques et les conflits) doivent être combattues une bonne fois pour toutes.

A notre avis, les pays développés peuvent apporter une solution immédiate mais pour éradiquer la famine, il urge d'investir dans la réhabilitation des ressources naturelles qui constituent une source importante de vie pour des communautés locales. Et parmi ces ressources naturelles les forêts jouent un rôle primordial dans le continent et le développement de l'agroforesterie contribue de plus en plus à augmenter la rentabilité des terres pour une agriculture durable.

Revue sur l'Agriculture durable à faibles apports externes, ce numéro 27.2 d'AGRI-DAPE est consacré à la thématique : « forêt et agroforesterie ». Notre ambition consiste à partager avec nos chers lecteurs les enseignements tirés de plusieurs expériences qui aideront à influencer les décisions ayant une incidence sur les politiques agro forestières en Afrique.

Durant ces dernières années, l'agroforesterie est devenue une pratique indispensable pour une utilisation durable des terres dans le monde entier, en particulier dans les régions arides. Elle contribue à l'atteinte des principaux objectifs définis dans le cadre des différentes conventions (Convention de lutte Contre la Désertification, Convention pour la Conservation sur la Diversité Biologique et Convention sur les changements climatiques) ainsi que des Objectifs du Millénaire pour le développement... Il est clairement établi que le changement de mode d'exploitation des terres et la déforestation contribuent à hauteur de plus de 20% des émissions mondiales de carbone. Pis, chaque jour, quelque 350 km² de couverture forestière sont détruits à travers le monde.

L'agroforesterie pour une agriculture durable

L'agroforesterie pourrait être définie comme une activité associant sur les mêmes parcelles une vocation mixte de production agricole annuelle (cultures, pâture) et de production différée à long terme par les arbres (bois, services).

Elle se réalise soit par plantation sur des parcelles agricoles, soit par intervention (éclaircie notamment) sur des parcelles boisées.

Dans leur article intitulé « l'agroforesterie, espoir d'une agriculture durable » (page 6), les experts Dennis Garrity et Paul Stapleton expliquent que paradoxalement la taille des forêts dans le monde baisse chaque année et pourtant, dans le même temps, le nombre d'arbres sur les exploitations agricoles augmente. Plus d'un milliard d'hectares de terres agricoles, presque la moitié des terres arables du monde, sont occupées à plus de 10 % par les arbres. Plus de 160 millions d'hectares ont plus de 50 % de couverture forestière.

L'agroforesterie, consistant à intégrer les arbres dans l'agriculture, est un pont essentiel entre la foresterie et l'agriculture. La culture des arbres sur les exploitations agricoles peut fournir aux agriculteurs des aliments, des revenus, du fourrage et des médicaments, ainsi que des avantages écologiques tels que l'enrichissement du sol, la rétention de l'eau, la fixation du carbone et la formation de la biomasse.

Aujourd'hui, des formes modernes performantes d'agroforesterie sont possibles, adaptées aux contraintes de la mécanisation. Pour l'exploitant agricole, la parcelle agroforestière reste incluse dans son outil de production, et génère des revenus continus, ce qui n'est pas le cas d'un boisement en plein de terres agricoles.

L'agroforesterie présente de nombreux avantages pour les moyens de subsistance et l'environnement, augmentant les biens des ménages pauvres en arbres cultivés sur le champ, améliorant la fertilité des sols et la productivité du bétail sur les fermes, et mettant en rapport les ménages pauvres avec les marchés de fruits de grande valeur, des huiles, des cultures de rente et des médicaments.

La forêt nourrit l'homme

La forêt a toujours joué un rôle important dans la vie de l'homme. Dans un article signé dans ce numéro par Rokia Cissé et Mamadou Fall, (page 20) l'on apprend que les arbres fournissent aux agriculteurs de nombreux produits et services : nourriture, bois de chauffage, fruits et noix, fourrage, médicaments, bois de construction, paillis, ombre et coupe-vent. Mieux, les produits tirés des arbres peuvent apporter un revenu indispensable aux familles rurales et garantir une alimentation et une sécurité nutritionnelles, surtout en période de sécheresse.

C'est pourquoi, la coopérative Jeka Baara qui regroupe 26 femmes conscientes de l'importance que pouvait fournir la forêt s'est résolument engagée dans la régénération et la protection de cette ressource très affectée par les actions anthropiques

combinées aux changements climatiques. La coopérative est située à quelque 12 km de la ville de Bamako, dans la petite commune de Sibiribougou.

Depuis 2000, « pour la régénération des ressources forestières, les femmes de la coopérative mènent des activités de reboisement des espèces productives comme le « karité ou *Vitellaria paradoxa*, le baobab, etc. L'objectif de ce reboisement est d'assurer un retour des espèces végétales qui ont presque disparu de la zone, mais également de disposer de produits à commercialiser ».

La coopérative est devenue une source de satisfaction. Car, aujourd'hui les femmes collectent beaucoup de produits agroforestiers comme les amandes de karité (*Vitellaria paradoxa*), le « madd » (*Saba senegalensis*), le Siddem (Jujubier ou *Ziziphus mauritiana*), le « néré », (*Parkia biglobosa*) « les pains de singe » et les mangues. Toujours est-il que la mangue constitue l'un des produits les plus commercialisés et c'est l'un des produits les plus rentables. En moyenne, les femmes de la coopérative obtiennent par campagne entre 5 et 10 tonnes de mangues pour la commercialisation et les bénéfices tirés s'élèvent entre 400.000 et 500.000 Fr CFA.

Aménagement et sécurisation des forêts

La forêt a été toujours un milieu de vie et une source de revenus pour l'homme. Par conséquent, son aménagement et sa sécurisation s'imposent pour la préservation de ses ressources précieuses. Madior FALL, chargé de communication, Wula Nafa, USAID à Tambacounda (Sénégal) nous expose (page 24) l'expérience de la gestion communautaire des forêts aménagées dans les régions de Tambacounda, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor. Selon lui, il s'agit d'un modèle à vulgariser pour une gestion transparente, rationnelle et durable des ressources forestières. Les plans d'aménagement établis en collaboration avec les populations, les Services Techniques déconcentrés de l'Etat, les collectivités locales, ont permis non seulement de rationaliser désormais l'exploitation des ressources forestières mais aussi de les valoriser au profit des populations et des collectivités locales.

« Des comités de gestion, sont mis en place au niveau de chaque village et au niveau communautaire à travers une démarche participative la gestion des dits plans d'aménagement. Après plusieurs sessions de renforcement de capacités sur certaines notions de gouvernance et de gestion des compétences transférées, les populations des communautés rurales concernées ont pu instaurer une nouvelle dynamique pour tirer profit de leur forêt tout en sauvegardant la durabilité des ressources » dit-il.

C'est ainsi que 130.400 ha de forêts communautaires ont pu être aménagées et sécurisées à l'Est et au Sud du Sénégal. Mieux, les redevances tirées de l'exploitation sont gérées par les comités de gestion grâce à des outils de gestion administrative et financière. Le texte rapporte que des retombées communautaires sont ainsi notées au niveau village et communauté rurale. Sur le plan gestion de l'effort de régénération et de sauvegarde de la ressource, une partie de la redevance est allouée à la gestion de la forêt et aux surveillants pour un meilleur respect des préinscriptions techniques. Les forêts aménagées sont aujourd'hui devenues des espaces de création de richesses pour les populations locales évoluant dans la production du charbon de bois.

L'expérience de l'Association pour la Gestion de l'Environnement et le Développement (AGED) dans la gestion de la biodiversité autour de la mare de Darkoye, au Burkina décrite par Mr Assane Bokoum (page 22) met l'accent sur la promotion d'un développement socioéconomique basé sur les savoirs et savoir-faire des communautés locales.

La gestion de la mare de Darkoye s'inscrit dans le cadre d'un processus endogène ou les différents acteurs participent de façon concertée aux actions de développement en définissant les priorités relatives à la gestion des ressources naturelles, à l'amélioration de la biodiversité et à la fertilité des sols.

Ainsi, au plan agro forestier les producteurs qui pour la majorité sont des agropasteurs font recours à des techniques de production appropriées comme l'utilisation du fumier, la pratique de la RNA, le paillage, le zai...pour améliorer la fertilité des sols et lutter contre l'érosion.

La revalorisation des ressources forestières et agro forestières est un combat qui interpelle tous les acteurs au développement. Toutefois, la réussite de ce combat dépendra nécessaire des échanges d'expériences et surtout d'une meilleure coordination des actions dans les interventions à l'échelle nationale, sous régionale voire mondiale.

Par ailleurs, depuis plusieurs années, le ROPPA se bat pour la préservation des ressources naturelles et pensant que les populations ont besoin d'avoir des arbres dans leurs champs. « Il est clair qu'il nous faut des politiques favorables à l'agroforesterie : là où il n'y a pas d'arbres, la terre est aride et improductive ; là où il y a des arbres, il existe des possibilités de croissance. La plupart des pays ont élaboré un Plan d'action national pour l'adaptation au changement climatique. L'agroforesterie joue un rôle important dans ces plans. Il nous faut travailler à très grande échelle », précise son président, Djibo Bagna.



L'agroforesterie, espoir d'une agriculture durable

Dennis Garrity et Paul Stapleton

6



Photo : ICCAF

Les arbres transforment les terres dégradées au Cameroun et en Tanzanie

La taille des forêts dans le monde baisse chaque année et pourtant, dans le même temps, le nombre d'arbres sur les exploitations agricoles augmente. Plus d'un milliard d'hectares de terres agricoles, presque la moitié des terres arables du monde, sont occupées à plus de 10 % par les arbres. Plus de 160 millions d'hectares ont plus de 50 % de couverture forestière. L'agroforesterie, consistant à intégrer les arbres dans l'agriculture, est un pont essentiel entre la foresterie et l'agriculture. La culture des arbres sur les exploitations agricoles peut fournir aux agriculteurs des aliments, des revenus, du fourrage et des médicaments, ainsi que des avantages écologiques tels que l'enrichissement du sol, la rétention de l'eau, la fixation du carbone et la formation de la biomasse.

Au cours des deux prochaines décennies, la population mondiale devrait croître en moyenne de plus de 100 millions de personnes par an. Plus de 95 % de cette augmentation se produira dans les pays en développement, où les pressions sur la terre et l'eau sont déjà intenses. L'un des principaux défis auxquels la communauté internationale, ainsi que les institutions locales et les communautés agricoles font face est, par conséquent, la garantie de la sécurité alimentaire des générations présentes et futures, tout en protégeant les ressources naturelles dont elles dépendent. Les arbres présents sur les exploitations agricoles constitueront un élément important pour relever ces défis.

Les agriculteurs de nombreuses régions du monde intègrent avec enthousiasme les arbres dans leurs paysages dans la mesure

où les avantages d'une telle méthode sont certains. Selon les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le nombre d'arbres sur les exploitations est en augmentation, alors même que la quantité de forêts est en baisse. Dans certaines régions, telles que l'Asie du Sud et l'Amérique centrale, la couverture forestière sur les terres agricoles dépasse aujourd'hui les 30 %.

De nombreux avantages avec les « arbres travailleurs »

L'agroforesterie porte sur un large éventail d'arbres utiles pouvant être cultivés dans les exploitations agricoles et dans les paysages ruraux. Il s'agit notamment des « arbres à engrais » pour la régénération

des terres, la santé du sol et la sécurité alimentaire ; des arbres fruitiers pour la nutrition ; des arbres fourragers qui améliorent la production de l'élevage des petits exploitants ; des arbres pour le bois de construction et de chauffage ; des arbres médicinaux pour combattre les maladies ; et des arbres qui produisent gommages, résines ou produits de latex. La plupart de ces arbres sont à usage multiple, offrant ainsi de nombreux avantages.

L'agroforesterie présente de nombreux avantages pour les moyens de subsistance et l'environnement, augmentant les biens des ménages pauvres en arbres cultivés sur le champ, améliorant la fertilité des sols et la productivité du bétail sur les fermes, et mettant en rapport les ménages pauvres avec les marchés de fruits de grande valeur, des huiles, des cultures

de rente et des médicaments. La domestication des arbres fruitiers sauvages, tels que la prune africaine (*Dacryodes edulis*) et la mangue sauvage (*Irvingia gabonensis*), à l'aide de techniques simples et durables comme les pépinières, la gestion de la fertilité des sols et les programmes de domestication, a permis à de petits exploitants au Cameroun de quintupler leurs revenus. De même, un mouvement communal important de plantation de peupliers dans les champs de blé et d'orge irrigués au nord-ouest de l'Inde approvisionne aujourd'hui à 50 % l'industrie des pâtes et papiers du pays. Les deux cas montrent l'importance de l'initiative de groupe, de la même manière que l'article de Jeff Follett du Brésil.

Politique, droits fonciers et propriété des arbres

Cependant, la contribution que les arbres peuvent apporter aux exploitations agricoles est fortement influencée par les institutions de gouvernance, les politiques et les droits. Les arbres constituent une culture à long terme et les agriculteurs doivent avoir des titres d'occupation pour leurs terres avant d'investir du temps et des ressources précieux dans la culture ou la production d'arbres. Ils doivent également avoir des droits sur les arbres eux-mêmes. Les changements de politiques au Kenya qui ont permis aux agriculteurs d'être propriétaires des arbres présents sur leurs terres ont stimulé d'importants nouveaux investissements dans la plantation et l'entretien d'arbres. Pour que l'agroforesterie prospère, il faut intensifier cette tendance consistant à décentraliser les titres fonciers et forestiers aux populations locales et achever la transition de l'exclusion à la propriété. Les obstacles tels que l'écart entre les politiques forestières et agricoles, le manque de capacités et d'investissement ont tous entravé l'adoption généralisée de l'agroforesterie.

Séquestration du carbone

L'Organisation des Nations Unies a déclaré 2011 Année internationale des forêts, mettant l'accent sur le rôle des forêts dans l'agenda du changement climatique et s'appuyant sur plusieurs années de progrès dans les politiques de réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+). L'agriculture peut réduire les émissions, mais les arbres aussi en sont capables dans les paysages agricoles. L'agroforesterie brouille la ligne de séparation entre l'agriculture et la forêt. Toutefois, les politiques relatives au changement climatique et les institutions émergentes perpétuent cette séparation, créant des règles distinctes et des mesures incitatives pour régir chaque secteur. Cela entrave le potentiel de l'agroforesterie à jouer pleinement son rôle en



Photo : ICRAF

Capter le carbone et réduire les gaz à effets de serre, par les arbres

tant que partie importante de la solution au changement climatique.

En analysant les résultats d'un grand nombre d'études (voir <http://tinyurl.com/6957366>), nous pouvons dire avec confiance qu'un arbre tropical séquestre au moins 22,6 kg de carbone de l'atmosphère chaque année et, dans de nombreux cas, bien plus. La plupart de la déforestation en Afrique, et dans certaines régions d'Asie, est causée par l'expansion agricole, en grande partie des petits agriculteurs. L'agroforesterie peut réduire les émissions de gaz à effet de serre en ralentissant la conversion des forêts en terres agricoles et en retenant le carbone dans les arbres présents sur les exploitations agricoles. Le développement de l'agroforesterie des petits exploitants sur une terre non classée comme forêt permettrait de capturer 30 à 40 % des émissions liées aux changements dans le mode d'exploitation de la terre.

Perspective à long terme

Une perspective à long terme est essentielle pour relever les défis futurs que posera la population croissante, notamment celui de l'augmentation de l'approvisionnement alimentaire à partir d'une surface de terre disponible en diminution. À plus long terme, le mouvement émergent Evergreen Agriculture, qui cherche à réinventer les arbres de l'agriculture d'une façon radicale, mais tout à fait pratique, est une vision d'un avenir dans lequel de nombreuses cultures vivrières seront cultivées sous tout un couvert forestier. Evergreen Agriculture double et triple actuellement les rendements des cultures de céréales dans de nombreuses régions du continent africain. L'arbre indigène fixateur d'azote, *Faidherbia* ou *Acacia Albida* augmente

les rendements du maïs non fertilisé au Malawi, en Zambie, en Tanzanie, en Éthiopie et dans de nombreux autres pays. Ils sont maintenant cultivés sur plus de 5 millions d'hectares de terres cultivées sur l'ensemble du Niger. La valeur des arbres à l'extérieur (ainsi qu'à l'intérieur) des forêts doit être reconnue par toutes les personnes impliquées dans la production, la planification et la formulation des politiques agricoles. Il convient d'investir davantage pour accorder aux agriculteurs des droits fonciers et des titres de propriété sur les arbres qu'ils entretiennent et pour appuyer les petits agriculteurs dans l'adoption des pratiques agroforestières. Un tel appui doit inclure l'accès aux intrants, le développement du secteur des matériaux vivants, l'information et la formation et l'accès au crédit - afin que les agriculteurs puissent améliorer leurs revenus et assurer la sécurité alimentaire tout en apportant des avantages écologiques. Il urge d'apporter des approches novatrices qui assurent l'équilibre entre les besoins de l'environnement et du développement. Se situant entre la forêt et l'agriculture, et agissant en complément pour les deux, l'agroforesterie est l'un des meilleurs espoirs de l'humanité pour créer une agriculture intelligente face au climat, augmenter la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté rurale et parvenir à un développement véritablement durable. Ceci, en retour, permettra de garantir la préservation des forêts de notre planète pendant encore très longtemps.

Dennis Garrity est le directeur général du Centre mondial d'agroforesterie à Nairobi, au Kenya, et Paul Stapleton est le responsable de la communication. E-mails : d.garrity@cgiar.org, p.stapleton@cgiar.org



Paiements ou récompenses ? Les agriculteurs tirent profit de la fourniture de services écologiques

Godfrey Mwaloma

8



Photo : Godfrey Mwaloma

Des paysans en visite de terrain en Ouganda

En Afrique on cultive toujours un peu plus de terres, ce qui réduit la superficie couverte par les forêts, la biodiversité existante et affecte l'approvisionnement en eau des villes voisines. Les agriculteurs pourraient-ils offrir les mêmes services que les forêts, au moins en partie ? Le Centre mondial d'agroforesterie œuvre à l'élaboration de mécanismes entre les agriculteurs et les partenaires privés en vue de la fourniture d'eau propre et de puits de carbone aux terres agricoles. Que devraient alors obtenir les agriculteurs en retour ? L'argent n'est pas la seule récompense qu'ils recherchent.

Depuis plusieurs décennies, les forêts et les pâturages de l'Afrique ont continué de se détériorer et les communautés rurales ont pris la responsabilité d'abattre les arbres et de surexploiter les terres communes. Cependant, depuis les années 1950, les gouvernements en place et le mouvement mondial de conservation ont délibérément exclu les agriculteurs de cette ressource en prenant le contrôle des forêts et en établissant des

parcs ou des réserves forestières gérées par le gouvernement. Les agriculteurs ont ainsi perdu leur sentiment d'appropriation alors que leur nombre augmentait et que les forêts et les terres communes n'étaient pas totalement protégées. En conséquence, à l'heure actuelle, de vastes zones précédemment boisées ont été perdues. Les bassins versants boisés où la biodiversité s'est développée et qui fournissaient de l'eau propre, du carburant et du bois en abondance ont à présent diminué.

En plus de la production alimentaire, les agriculteurs peuvent-ils fournir des services écologiques tels que des habitats pour la faune, la séquestration du carbone, la régulation du climat ou la régulation des flux et de la qualité de l'eau ? La situation est particulièrement précaire autour des grandes villes d'Afrique. Cependant, les communautés rurales qui ont été tenues pour responsables de la majeure partie de la dégradation sont mieux placées pour devenir des gardiens de l'environnement.

Jusqu'ici, en Afrique, les agriculteurs ont rarement été récompensés pour leurs services écologiques. Certains d'entre eux vivent à côté des centrales hydroélectriques qui utilisent l'eau de leurs terres et, pourtant, ils n'ont pas d'électricité. Ces agriculteurs continuent d'utiliser le bois comme carburant et donc, de dégrader les écosystèmes forestiers.

L'agroforesterie ne sert qu'à l'amélioration de la sécurité alimentaire et du carburant tout en gérant durablement les paysages agricoles afin qu'ils continuent de fournir les services écosystémiques essentiels. Comment pouvons-nous alors amener davantage d'agriculteurs à adopter l'agroforesterie et les autres pratiques appropriées d'utilisation des terres qui garantissent la fourniture continue de ces services écologiques ?

Valoriser les services écologiques

Le Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) mène des recherches sur les moyens de promouvoir des systèmes d'agroforesterie plus productifs, diversifiés, intégrés et intensifiés qui offrent un moyen de subsistance et des avantages écologiques. Le CIRAF travaille en collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) dans un programme de recherche visant à renforcer les connaissances sur les récompenses nécessaires pour les services écologiques. Ce programme est dénommé "Récompenses pro-pauvres des services écologiques en Afrique" (PRESA) et est lié à la recherche locale et aux groupements paysans en vue d'identifier et d'établir des mécanismes aux avantages multiples. Le programme fonctionne sur sept sites (trois sites de base et quatre sites associés) dans les régions montagneuses de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest où il existe une forte pression de la croissance démographique et une demande de production alimen-

taire accrue. PRESA ne considère pas les récompenses des services écologiques uniquement au plan de la compensation monétaire, mais a adopté un point de vue plus large (voir encadré, en dessous).

Une première condition est que ceux qui ont besoin d'un service écologique reconnaissent la nécessité de récompenser celui qui le fournit. En tant que mécanisme axé sur le marché, avec des acheteurs et des vendeurs, les récompenses pour services écologiques doivent impliquer l'établissement d'un prix correct. L'établissement de prix est chose difficile parce que le marché des services écologiques n'est ni ouvert ni transparent. Avec le peu de données provenant des marchés connexes, il est souvent difficile de déterminer un prix de marché. De plus, les acheteurs ne peuvent pas choisir leurs fournisseurs. Par exemple, un projet hydraulique doit passer un accord avec un groupe d'agriculteurs particuliers – il ne peut pas chercher un autre groupe (moins cher) en dehors de la zone de captage de sa source d'eau. Aussi, les acheteurs et les fournisseurs ont-ils besoin de passer un accord – ce qui peut facilement être source de mécontentement ou de conflit.

Vente aux enchères

Au Malawi, un programme pilote, où les agriculteurs sont payés en espèces pour planter des arbres, pourrait donner des leçons utiles en matière de fixation de prix. Une étude menée en 2008, par les chercheurs du CIRAF, a examiné deux approches différentes de fixation de prix et d'établissement de contrat de services écologiques : une vente aux enchères et une offre de prix fixe. Une première enquête a identifié 27 villages et 538 ménages. Au total 467 personnes ont été enregistrées comme éligibles pour les contrats et réparties en deux groupes de même taille. Le premier groupe a été soumis à la méthode

"vente aux enchères". Les particuliers ont fait des offres sur la somme d'argent qu'il leur faudrait pour affecter une demi-acre de leurs exploitations aux arbres. Les cartes de soumission ont été recueillies et les données analysées. Naturellement, il y avait aussi bien des soumissions élevées que faibles, variant entre 100 Kwacha du Malawi (0,46 \$) et 1 million de Kwacha environ ! Il a été exposé au deuxième groupe une méthode de "prix fixe". Les données de la «vente aux enchères» ont été utilisées pour fixer un prix réaliste, compte tenu de l'avis de tout le monde et du budget disponible. Cela a été offert au deuxième groupe comme un prix fixe : 12 000 Kwacha (environ 55 \$) par demi-acre. Plus de 90 % de ceux du deuxième groupe ont accepté ce prix. L'on s'attend à ce que cet exercice permette d'éviter des conflits potentiels étant donné qu'il a été établi de manière transparente un mécanisme de prix de rajustement qui a été proposé aux personnes qui s'intéressent à un contrat.

Tarification de la qualité de l'eau

Au Kenya, le bassin hydrographique de Sasumua alimente Nairobi pour environ 20 % de ses besoins en eau. La plupart des fleuves qui alimentent le Barrage de Sasumua traversent des zones de culture intensive où les décisions concernant l'utilisation des terres ont un impact considérable sur l'écoulement et la qualité de l'eau en aval. Ces dernières années, la zone a connu un conflit d'intérêts entre les autorités chargées de l'eau et les communautés locales. Un système de récompense équitable pourrait contribuer à créer une situation favorable aux parties en présence. Le cas échéant quel serait le niveau de récompenses juste pour les deux parties ?

Le projet a d'abord cherché à comprendre comment les meilleures pratiques agri-

Quel type de récompenses ?

Le fait de récompenser les communautés pour les services écologiques peut fournir des incitations puissantes et des mécanismes efficaces de conservation, et autant de sources nouvelles de revenu pour soutenir les moyens de subsistance en milieu rural. Les récompenses peuvent revêtir différentes formes. Le système le mieux connu est celui des paiements pour services écologiques ou PSE, qui retribue directement les agriculteurs. Les exemples en sont des accords directs entre les services hydrauliques et hydroélectriques et les communautés vivant dans les zones de captage et les paiements au titre de la séquestration du carbone. Cette dernière implique des systèmes mondiaux de commerce en termes de crédits carbone. D'autres récompenses créent des possibilités de retombées économiques pour les agriculteurs. Elles incluent l'utilisation de certificats et de labels pour accéder à un meilleur marché, à l'écotourisme communautaire, aux droits fonciers dans les zones où l'appropriation des terres et des ressources est col-

lective ou aux droits spécifiques de récolter et de vendre les produits des arbres du domaine public.

Entre autres types de récompenses, on compte le soutien aux conditions de subsistance des agriculteurs. L'acheteur de service soutient les infrastructures, les écoles, les routes ou des points d'eau en échange du développement d'une agriculture écologique. Le renforcement des capacités des agriculteurs est une autre récompense possible : une meilleure gestion des écosystèmes dégradés peut restaurer la productivité des terres et fournir aux communautés locales de la nourriture et du carburant. Dans tous les cas, le contrôle des services et du niveau de la récompense fournie s'avère être une question essentielle. Qui évalue les services, comment le niveau de récompense est-il établi, comment les récompenses sont-elles remises et comment pouvez-vous vous assurer que les agriculteurs reçoivent effectivement les récompenses qu'ils ont obtenues ?



Rencontre paysanne au Kenya

Photo : Godfrey Mwaloma

10

coles, comme les bandes gazonnées, la culture suivant les courbes de niveau et l'agroforesterie affectent la qualité et le régime de l'eau qui s'écoule dans le réservoir et la station d'épuration. Le projet a également déterminé les niveaux de sédiments et le coût de la purification de l'eau sous différents scénarios de gestion des terres. Une analyse coûts-avantages des pratiques de conservation et d'épargne a permis aux propriétaires terriens et à la Compagnie des eaux de Nairobi de prendre des décisions sur le mode de définition de programme de récompense et sur l'opportunité d'y participer ou non. L'Association des utilisateurs de ressources hydrauliques de Sasumua, groupe local pour la répartition équitable des droits à l'eau déclare que ses membres s'intéressent davantage à une assistance visant à mettre en oeuvre les mesures de conservation des terres qu'à des paiements en espèces. Ils veulent que la Compagnie des eaux de Nairobi les aide à mettre en place des technologies de récupération de l'eau de pluie.

Récompenses mixtes

Le rôle de l'agriculture et de la foresterie dans la séquestration du carbone en vue d'atténuer le changement climatique mondial est bien documenté, mais il est difficile d'attribuer un prix au carbone ou de trouver les moyens de faire bénéficier les communautés de cet exercice. EcoTrust Uganda, une organisation qui s'occupe du financement de la préservation de l'environnement travaille dans un projet de séquestration du carbone avec des petits exploitants agricoles. Le projet prépare

un contrat avec des agriculteurs individuels avec comme objectifs la plantation d'arbres. Les agriculteurs qui atteignent ces objectifs reçoivent des paiements pour la fixation du carbone de 632 euros pour l'implantation et la maintenance d'un hectare de terrain boisé.

Les paiements proviennent de sociétés locales et multinationales telles que Tetra Pak, Camco, Nedbank et African Safaris, intéressées par des crédits carbone. La majorité des agriculteurs qui participent ont entre un demi et deux hectares, ce qui entraîne des paiements allant de 316 à 1 264 €. Ce montant est payé en cinq versements échelonnés sur une période de dix ans, à condition que les producteurs continuent de respecter certains «critères». En plus de la fourniture supplémentaire de revenu, les arbres protègent les sols de l'érosion tout en fournissant de l'ombre, des médicaments, des fruits, du bois de chauffe et des matériaux de construction. Le montant des paiements du carbone versé individuellement aux agriculteurs ne justifie pas souvent l'effort consenti.

Aussi, la plupart des projets de carbone (ainsi que d'autres projets PSE) de la région tendent-ils à se concentrer sur des avantages collectifs d'une communauté, par exemple : routes, écoles, accès aux marchés, accès aux intrants agricoles, etc. Un moyen d'optimiser ces avantages pour les agriculteurs individuels consiste à lancer des entreprises axées sur la nature à travers des programmes «d'étiquetage écologique». Cette étiquette fournit des produits comme le miel, des paniers et des fruits ainsi qu'un meilleur accès aux mar-

chés mondiaux et des prix relativement plus élevés. L'étiquetage écologique peut devenir une importante source de revenu supplémentaire pour les agriculteurs et contribuer à une fixation durable du carbone.

Solutions stratégiques

Les décideurs ont été confrontés aux dilemmes des moyens de subsistance et de la conservation pendant des décennies et ils se félicitent de l'introduction de programmes qui offrent des solutions pratiques. Les agriculteurs peuvent être convaincus des mérites de la gestion de l'utilisation durable des terres si ces programmes considèrent les coûts du point de vue des opportunités ratées en matière de revenu ou des coûts de la mise en oeuvre de technologies de gestion des terres. Les récompenses pour services écologiques présentent un compromis évident entre les moyens de subsistance et la conservation. Il est incontestable qu'il y a beaucoup à apprendre sur la façon d'établir des mécanismes efficaces et durables visant à récompenser les communautés pour l'utilisation durable des terres et s'assurer que les acheteurs de services écologiques peuvent être sûrs d'en avoir pour leur argent. Mais à long terme, c'est la seule solution pour venir à bout d'une dégradation plus importante de l'environnement rural en Afrique.

Godfrey Mwaloma est spécialiste en Communication au projet PRESA au Centre mondial d'Agroforesterie (CIRAF), Nairobi, Kenya. E-mail : g.mwaloma@cgiar.org. De plus amples informations sont disponibles en ligne : <http://presa.worldagroforestry.org>

Entre préjugés et marginalisation, le paiement des services serait-il sur la voie de l'équité au Cameroun ?

Félix Meutchieye



Photo : Félix Meutchieye

Présence de jeunes dans les plantations

Peuples autochtones...les oubliés du recensement ?

C'est une frappante contradiction qui déconstruit mon imaginaire à la suite de ma première rencontre avec un groupe « Pygmée », notamment les Baka. Ce fut dans un de leurs campement situé à la lisière de la réserve du Dja, classée patrimoine mondial, Biosphère UNESCO, dans le sud Cameroun. A la mine joviale et curieuse, leur taille moyenne tranchait nettement avec le préjugé répandu sur les « petits hommes ». Souvent bien plus élancés que ce qui est véhiculé et d'un teint parfois très clair, ceux qui étaient en

face de moi correspondaient peu à l'image courante véhiculée. J'avais appris à l'école que ceux dénommés pygmées comme sont « des hommes de petite taille vivant de chasse et de cueillette dans les forêts équatoriales ». Tout était dit et rien de clair. En effet, une telle réduction d'un peuple à la simple anthropométrie et aux usages alimentaires frise le mépris, la « primitivité et le rejet. Il traduit fort le complexe de supériorité quasi institutionnalisé. Dans la mentalité nationale, pygmée est régulièrement synonyme d'attardé, d'arriéré ou d'inférieur.»

Décrites ou entendues explicitement selon la Constitution de Janvier 1996 comme

populations autochtones, les « Pygmées » sont l'objet de vexations liées à l'incompréhension et majoritairement à l'ignorance tout simplement de leurs mœurs. D'ailleurs désignés par un nom générique et réducteur dont ils ignorent le sens et l'origine. Pourtant le Cameroun regorge d'une diversité de pygmées qui se présentent eux-mêmes sous des noms bien définis selon leur territoire. En effet, au Cameroun il y a trois groupes de peuples autochtones dit «Pygmées » reparti dans toute la zone forestière : les Baka qui se trouvent dans la région du Sud -Est, les Bakola/Bagyeli au Sud et les Bedzang dans la région du Centre.

Modes de vie et évolutions : l'arbre fondateur de la vie

Les Baka et Baygéli vivent dans les bassins forestiers et la forêt savanne de la plaine Tikar, en marge des logiques économiques et sociales majoritaires. Ainsi, leur localisation, leurs modes de vie ne permettent d'appréhender aisément leur vision du monde, leur richesse comme valeur et partie intégrante du potentiel humain et culturelle du Cameroun. Vivant en petits groupements dans des campements majoritairement provisoires, les Baka-Bagyéli affirment que la grande forêt vierge est leur village, leur nation et leur source de vie. Hors d'elle, ils ne savent pas ou ni n'envisagent survivre.

La culture des Baka-Bagyéli repose entièrement sur leur rapport avec la forêt. Les Pygmées bénéficient de diverses façons de ses bienfaits. Ils y prélèvent gibier, poissons, du bois pour leurs maisons, des fruits et des feuilles, des racines et tubercules, des champignons ainsi que le miel dont ils sont très friands. En particulier, le strophantus, leur permet de soigner les plaies grâce à son écorce. Il y a chez les Baka un rite annuel important qui est le « Njengui », sorte de rappel et de célébration de l'esprit supérieur vivifiant qui serait lié au Moabi (*Baillonela toxisperma*), arbre sacré gigantesque dont l'huile tirée des graines a des vertus uniques. Enfin, élément capital, la forêt est le lieu des esprits de la nature qui veillent sur eux, les protègent ou, au contraire, les punissent. Ainsi donc, l'arbre est la nourriture ; l'arbre est le repère spirituelle; l'arbre est le lieu de production du miel et des champignons ; l'arbre est le gîte du gibier. Au-delà de la simple utilisation, l'arbre rentre dans le monde fonctionnel et reste une ressource stratégique vitale. Leur connaissance de l'environnement botanique en fait une pharmacie étonnante et vaste. Sans arbre la vie ne serait pas envisageable dit le Baka par expérience.

En visitant leur campement le long des routes ou dans les clairières naturelles, on remarque la mobilité spatiale de ces sociétés généralement semi-nomades. Les habitations et équipements sont en général très sommaires, construits en ingéniosité ne constituent aucune entrave à la mobilité. Ces personnes suivent, à travers les forêts sempervirentes, les pistes séculaires qu'elles sont souvent seules à identifier dans l'abondante litière organique. Elles suivent ainsi les troupeaux des mammifères sauvages, avec qui ils partagent les ressources alimentaires (fruits et/ou feuilles), mais en prélevant, avec des techniques inimaginables d'innovations et de respect de l'écosystème, du gibier

partagé en communauté : potamochère, éléphants, grands singes, buffle, antilope, boa constrictor... Les femmes prélèvent des poissons des lacs et cours d'eaux à la nasse tressée. Société acéphale, les Baka ou les Baygéli peuvent se choisir pour une durée limitée un chef pour des besoins de négociations. Au cœur de la vie communautaire est la femme, qui assume l'éducation des jeunes et oriente ainsi la vie de la famille.

Société en transition et défis d'adaptation

Aujourd'hui, l'influence écrasante actuelle des populations Bantu met en péril l'équilibre social et culturel des « Pygmées » et constitue dès lors une menace pour la durabilité des ressources forestières. Ainsi, avec l'introduction du troc (féculents contre gibier) et du plaisir éphémère des alcools nombre de Baka-Bagyéli déciment de larges quantités de gibier, aidés en cela par des intermédiaires allochtones qui n'hésitent plus à suivre ou à s'installer dans les campements pour un braconnage intense. De plus, avec la pression démographique et les besoins agricoles le couvert forestier est détruit en faveur des plantations cacaoyères et récemment du palmier à huile sans oublier les pratiques itinérantes sur brûlis.

A cela, il faut ajouter une exploitation forestière sauvage qui détruit à présent les moyens de subsistance d'une population placide et peu revendicatrice et oblige les Pygmées se semi-sédentariser désormais, en raison de la déforestation intensive qu'a subi le pays au cours des dernières décennies. Le taux annuel de déforestation au Cameroun atteint parfois des records de 4% au grand dam de toutes les belles règles de protection de l'environnement et de la protection de la biodiversité. Le gibier disparaît et le strophantus, arbre indissociable de la culture Pygmée, se fait de plus en plus rare et difficile à trouver. Et de façon générale, l'exploitation massive du bois entraîne une réduction de la biodiversité végétale et réduit les opportunités alimentaires, médicales et spirituelles des Baka-Bagyéli se servent de manière variée.

Entretenu par un système de contrôle miné par la corruption, l'exploitation forestière s'accompagne de l'expropriation, de l'intimidation et tout simplement l'asservissement des plus faibles. De plus, le taux de prélèvement des produits forestiers et non ligneux atteint des proportions inquiétantes, au mépris des dispositions réglementaires. Il n'est plus rare de trouver des exploitants illégaux dans des portions forestières jadis réservées aux populations autochtones.

Le REDD en quelques points :

La Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) élaborée à la base des alarmes, et en tenant compte des faiblesses du Protocole de Kyoto visait à élargir les possibilités de mitigation des changements climatiques en misant sur l'ouverture du marché de carbone entre autres. Le REDD concerne uniquement les pays en développement qui, s'ils s'engagent à préserver les forêts reçoivent des compensations tirées des projets PSE. Dans ce cas d'espèce, la démarche consiste surtout à identifier des communautés autochtones qui s'engagent à la plantation des arbres et à la limitation des déboisements et autres pratiques réduisant le stock de carbone. Ainsi, en collaboration avec des organisations de la société civile (nationale ou internationale), des communautés sont intéressées, puis encouragées à s'engager. Le profit est le paiement des services évalués sur la base des stocks de carbone estimés (via des contrôles scientifiques). Ces paiements sont supposés arriver directement aux communautés à la base, les plus vulnérables et le plus souvent en termes de renforcement de capacités, de structures ou d'infrastructures qui améliorent les conditions d'existence. Pour des promoteurs occidentaux, ce « passe-droit » donne la possibilité de gagner en visibilité comme la certification. La ruée des investisseurs sur le marché du carbone via le REDD donne à certains de remettre en question la justesse de l'approche et questionne sur la finalité même du processus. A ce sujet lire l'analyse des « Amis de la Terre » (www.foei.org). Les pays qui en tirent très vite les bénéfices ont le Mexique en tête. L'Afrique est un peu à la traîne, tiraillée entre les besoins imminents des populations et des politiques parfois laxistes et inopérantes faute d'adéquation avec les moyens réels.

Services écologiques REDD : à qui faut-il payer ?

Les changements climatiques, malgré leur impact négatif et imprévisible sur l'environnement, ont, paradoxalement, redonné aux forêts leur lettre de noblesse. Cela surtout que la stratégie de mitigation, la mieux reconnue est la séquestration du carbone par le moyen de la préservation des massifs forestiers primaires. Il est devenu l'un des puissants mécanismes

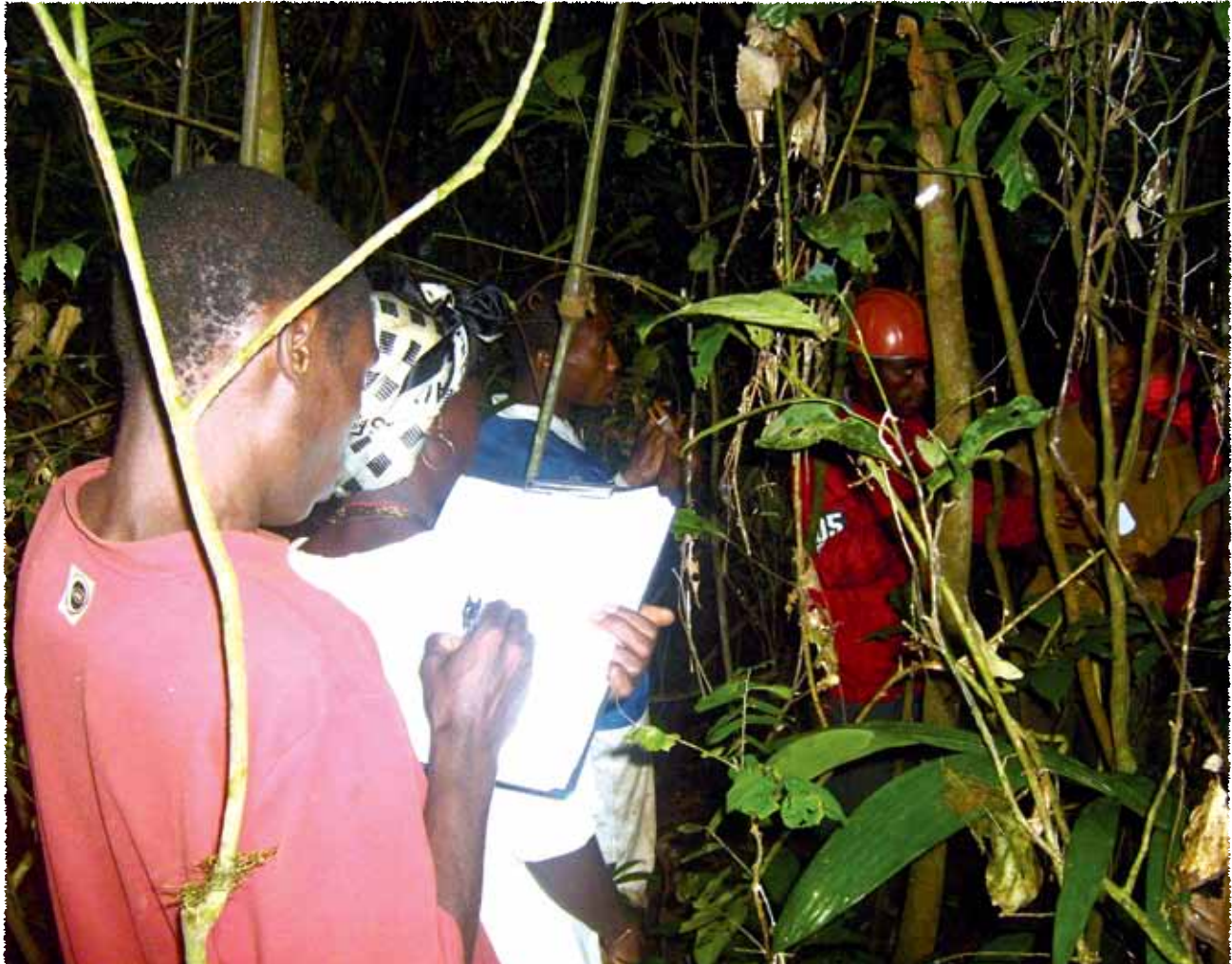


Photo : Félix Meutchieye

Jeune Baka prenant des notes en forêt

de rétribution des conservateurs des forêts depuis quelques années, notamment à travers le REDD. Le REDD c'est la réduction des émissions dues aux déboisements dans les pays en développement. Il est alléchant et semble constituer une panacée. Encore timide dans la majorité des pays africains, il pourrait profiter aux habitants de la forêt qui la considère effectivement comme la source de la vie.

Souvent exclus des retombées de la redevance forestière (RFA) reversée par les compagnies extractives aux communautés locales, les populations autochtones Baka-Bagyéli peinent à se faire reconnaître dans les dispositifs actuels. C'est dans ce cadre là que pour inaugurer le Paiement des Services Ecologiques (PSE), deux groupements Baka-Bagyéli de Nkolenyeng (Sud Cameroun) et Nomedjoh (Est Cameroun) ont été intéressés. Comme à l'accoutumée, sans organisation forte et diminuées par des antécédents violents du fait de la répartition des ressources, les communautés autochtones sont farouchement maltraitées. Les Baka-Bagyéli ont une approche intéressante de classer les forêts en tenant compte de leur niveau de dégradation et surtout de leur richesse.

En collaboration avec deux organisations non gouvernementales britanniques (RainForest UK et Ecometrica), le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), ONG de droit camerounais a voulu entreprendre à titre pilote deux projets REDD dans deux localités réputées pauvres et marginalisées du Cameroun forestier : Nkolenyeng (Sud) et Nomedjoh. La particularité de ces communautés étant la présence en partie ou en majorité des Baka-Bakola, lésés en plusieurs aspects. L'expérience a consisté en la formation des leaders choisis dans la communauté sur les principes et enjeux de la séquestration du carbone, et puis dans le suivi des stocks.

Face à l'inventaire des menaces qui pesaient sur les ressources forestières, les communautés ont reçu des soutiens dans l'obtention des titres de « forêt communautaires », et l'élaboration des plans de développement durable en fondant les ressources sur des revenus autres que l'exploitation massive de la forêt. Dans ce cadre, des formations ciblées ont été données aussi bien sur la nécessité de vulgariser des techniques agricoles innovatrices durables (notamment en excluant le brûlis) et des activités plus respectueuses de l'environnement comme l'apiculture

et l'agroforesterie. Les formations et des appuis matériels ont été donnés dans les deux communautés, soulevant parfois les tensions avec des villages voisins, jaloux des appuis ciblés. Le projet continue et devrait recevoir l'évaluation des experts pour en estimer la viabilité sur le marché du carbone. Deux nouvelles communautés dans les environs du Mont Cameroun auraient été approchées pour tenter l'expérience.

Les récents projets pilotes ont eu le mérite d'ouvrir les yeux aux communautés Bantu et ainsi de relever l'apport énorme des groupes marginalisés à une certaine compréhension et utilisation des ressources forestières. Au-delà de ceux jugés sauvages et arriérés, peut-être est-il temps d'aller apprendre ! Et nous apprendrons encore et encore aussi bien sur nous que sur la globalité des problèmes et la nécessité de rechercher des solutions locales.

Félix Meutchieye

Enseignant-Chercheur
Département des Productions Animales/FASA/
Université de Dschang
B.P: 188 Dschang – Email : meutche@yahoo.fr



Une méthode accessible aux agriculteurs

Torsten Mandal

14



Photo : Torsten Mandal

Une vache broutant le Calliandra

Les arbres fixateurs d'azote de petite taille et à croissance rapide comme le Calliandra calothyrsus sont de plus en plus populaires dans les régions montagneuses d'Afrique orientale et centrale pour diverses raisons : ils peuvent fournir pendant toute une année une alimentation riche en protéines, améliorer la conservation des sols et de l'eau et fournir du paillis, du combustible, des tiges, des poteaux, du nectar et des clôtures. Toutefois, il est difficile d'appliquer sur leurs exploitations agricoles les techniques complexes, sans assistance extérieure. En se penchant sur des méthodes accessibles et simplifiées, la recherche apporte des solutions alternatives efficaces.

Les coûts d'établissement et l'accès aux semences de ces arbres légumineuses très utiles se sont révélés être le principal problème dans de nombreux pays. À cause des taux de germination faibles, tardifs et imprévisibles, il n'est pas fiable de semer des plantes directement dans les champs à l'aide des méthodes généralement recommandées. Celles-ci peuvent même causer des taux de germination faibles dans les pépinières. Les plants doivent grandir suffisamment pour survivre à la saison sèche (surtout sur des sols stériles ou érodés) et rivaliser avec les herbes. Les méthodes courantes de semis direct conduisent généralement à un taux de survie maximal de seulement 15 %. Même si de nombreux agriculteurs ont récemment planté des arbres Calliandra sur leurs ex-

ploitations agricoles, ils seraient encore plus nombreux à le faire si l'opération était plus facile. Les zones humides et semi-humides vertes, vallonnées du nord-ouest de la ville de Kisumu et du Lac Victoria, à l'ouest du Kenya, montrent les nombreuses difficultés courantes que rencontrent les agriculteurs qui souhaitent avoir le Calliandra (et parfois d'autres arbres légumineuses) sur leurs exploitations agricoles. Ils considèrent cette plante comme un renfort pour l'élevage. Il y a quinze ans, quand j'étais dans cette zone, j'ai commencé un processus de recherche en m'appuyant sur mon expérience antérieure au Rwanda, au Kenya et au Ghana, et ce processus a continué depuis lors, de façon informelle. Ce qui m'intéressait principalement c'était de trouver comment implanter plus facile-

ment le Calliandra. Plusieurs agriculteurs ont participé à ce projet de différentes manières.

Presque tous les agriculteurs ont exprimé leur intérêt pour le Calliandra, mais seulement s'il pouvait être semé plus facilement, et ils n'étaient pas prêts à y investir beaucoup de travail ou d'argent. Les sols de cette région manquent généralement d'azote et/ou de phosphate, et le fumier et les engrais bénéficient souvent davantage aux mauvaises herbes qu'aux plants d'arbres. Alors nous avons d'abord essayé différentes expériences basées sur l'ensemencement direct dans les champs non clôturés de dix agriculteurs, soucieux de trouver des moyens d'augmenter les taux de germination et de survie. Parallèlement, j'ai entamé plusieurs expérimentations contrôlées, reproduites dans des champs clôturés loués auprès d'agriculteurs des zones adjacentes (Maseno et Kaponja Sud). En bref, nos expérimentations sur la germination ont montré que :

- en utilisant une sandale à semelle plate en caoutchouc pour gratter les graines contre un plancher en ciment brut ou une pierre à abûter rugueuse (juste assez pour perforer l'enveloppe de graine brillante afin qu'elle puisse absorber l'eau immédiatement après la plantation), on peut doubler, voire tripler la germination sur le champ au bout de deux semaines, soit un total pouvant aller jusqu'à 90 %. Ce processus est appelé scarification mécanique. D'autres expériences ont montré que le simple fait de tremper des graines non traitées, sèches dans de l'eau non chauffée pendant 1 à 3 jours est rarement efficace ;
- tremper les graines rayées pendant environ 8 heures dans un bassin plat avec de l'eau non chauffée peut s'avérer efficace ;
- il vaut mieux semer les graines humides gonflées au début de la saison des pluies à une profondeur de 5 cm ou l'équivalent de la « moitié d'un doigt ». Du soleil en continu dès après le semis peut aider les graines à émerger même si la couche supérieure du sol devient chaude et sèche (puisque cette couche peut être mise de côté au bout de cinq jours).

Nos expériences ont montré que l'application de la cendre de bois de cuisine (à des concentrations d'environ 1 %, sinon les racines risquent de souffrir) peut donner d'excellents résultats, de la même manière que le transfert de bactéries fixatrices d'azote directement dans le champ où elles sont nécessaires. Il est également important que les conseillers et les agriculteurs aient un aperçu complet de ce qui peut être modifié et de ce qui ne peut pas l'être en vue d'obtenir des résultats positifs dans des conditions différentes - par



Photo : Torsten Mandal

Haies de Calliandra semées directement par les agriculteurs à Ebusakami à l'aide de méthodes améliorées à faible coût, puis torsadées ensemble

exemple, lors de l'utilisation des graines sèches stockées ou lorsque leurs champs sont moins fertiles.

Des agriculteurs intéressés

Dix agriculteurs d'un groupement d'exploitants d'une ferme laitière d'Ebusakami sont venus visiter les champs où nous effectuons nos expériences. La plupart d'entre eux ont réussi à faire germer et survivre la plupart des graines semées directement - même s'ils ont commencé leur processus assez tard dans la saison des pluies. La plupart ont distribué les graines à des amis et ont affirmé vouloir développer cette pratique. À la fin du projet, nous étions intéressés de savoir si les agriculteurs seraient prêts à payer le coût local des graines si on leur montrait comment les cultiver dans leurs champs.

Deux heures de travail pourraient payer les quelque 400 semences dont ils avaient généralement besoin et il était possible de gratter les semences en dix minutes. En revanche, la transplantation des plants à racines nues nécessiterait plusieurs jours de travail. Tous les dix agriculteurs interrogés étaient disposés. Nous avons également fourni gratuitement des conseils et de petits échantillons de graines au cours de quelques réunions et événements et nous avons constaté que cela a bien fonctionné. De nombreux agriculteurs qui ont participé ont au moins quelques arbres et en sèment davantage directement. Une bonne vulgarisation peut permettre de réaliser un gros potentiel.

Certaines organisations de vulgarisation de l'ouest du Kenya et de la Tanzanie ont été formées à la technique et les commentaires brefs qu'ils ont fournis ont été très positifs. Les agriculteurs ont apprécié les différents usages qui pourraient être

faits du Calliandra. Ils ont aussi souvent trouvé de nouveaux usages et ont apprécié les alternatives que nous avons développées à l'élagage fréquent des branches inférieures, alternatives qui, par exemple, permettaient une bonne grenaison et une bonne formation sylvicole entre les cultures. Les organismes de vulgarisation et de recherche présents sur plusieurs continents ont manifesté leur intérêt pour les résultats, et plusieurs documents de recherche internationaux ont été publiés.

Ces méthodes peuvent également être adaptées à d'autres espèces et climats. L'élaboration de méthodes mieux adaptées aux priorités et contraintes des agriculteurs peut ouvrir de nombreuses possibilités nouvelles. La photo illustrée ici provient d'Ebusakami, où l'agriculteur a semé directement le Calliandra à l'aide des méthodes améliorées que nous avons conçues. Le Calliandra lui fournit maintenant du fourrage très précieux, du bois de chauffe, des propriétés de conservation du sol et de l'eau, de bonnes clôtures, des poteaux, un soutien pour ses fruits de la passion, ainsi que l'invention personnelle de l'agriculteur : un site vivant de séchage de vêtements. Beaucoup de ses voisins lui ont demandé des graines ou ont choisi des plants.

Torsten Mandal est un agronome danois spécialisé dans l'agroforesterie tropicale et la gestion de la fertilité des sols. Il travaille actuellement comme consultant, formateur et chercheur indépendant auprès de divers organismes. Il était auparavant attaché à la Division de l'agroforesterie de l'Institut de recherches forestières du Kenya. E-mail : torstenmandal@gmail.com.



INTERVIEW : DJIBO BAGNA , Président du ROPPA

L'agroforesterie pour la bonne gestion des ressources naturelles

Franck Van Schoubroeck

Le Réseau des Organisations de Paysans et de Producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a été fondé en 2000 en tant qu'organe représentatif qui aiderait "à faire entendre la voix des familles d'agriculteurs". Impliqué dans les organisations d'agriculteurs depuis des décennies, Djibo Bagna en est actuellement le Président.

Dix ans après sa création, le ROPPA est devenu une plateforme efficace pour l'échange d'informations entre douze pays de l'Afrique de l'Ouest. En dehors de ses activités régulières (comme son programme de formation), il organise des réunions ad hoc comme celle qui s'est tenue il y a seulement quelques semaines à Niamey et au cours de laquelle les représentants de chaque pays ont examiné les programmes agricoles régionaux et discuté de leur rôle en termes d'amélioration de la disponibilité des intrants, de la qualité des semences, des services de vulgarisation et de soutien, et de la transformation des produits destinés aux marchés régionaux et locaux. Une attention particulière est donc accordée au rôle des blocs et programmes supranationaux.

Qu'est-ce que la Communauté économique ouest-africaine signifie pour les agriculteurs ?

Les politiques d'échanges agricoles varient largement dans la région. La plupart des producteurs favorisent la libre circulation des produits agricoles et ils ne pensent pas que le fait qu'un pays protège ses marchés et qu'un autre permette la libre circulation soit une bonne idée. Cependant, nous n'avons pas un marché libre comme en Europe. Il y a des pays qui sont ouverts aux importations et d'autres où la police arrête, au hasard, les produits à la frontière, ce qui est très frustrant pour les agriculteurs et les commerçants. Il vous faut égale-



Djibo Bagna s'exprimant devant ses pairs paysans

Photo : Franck Van Schoubroeck

ment comprendre qu'il existe des régions complémentaires en Afrique de l'Ouest. Les régions semi-arides ou arides sont des producteurs d'une viande délicieuse. D'autres régions sont tropicales et humides et peuvent produire des cultures irriguées. La libre circulation des produits agricoles pourrait permettre de nourrir la population de l'Afrique de l'Ouest. Au cours de notre atelier nous avons discuté des voies et moyens pour surmonter les différentes approches constatées dans différents pays. Notre travail est rendu plus compliqué par le fait que les organisations de producteurs sont très différentes d'un pays à l'autre. Dans les pays dotés de nombreuses ressources, les organisations de producteurs sont fortes et aident à rendre les politiques plus cohérentes, alors que dans d'autres pays il est accordé très peu d'attention à la dynamique locale. Vu le manque de co-

hérence entre les politiques des différents pays de la région, il incombe au ROPPA d'aider à l'échange d'informations et à l'harmonisation de ces politiques.

L'agroforesterie est-elle une priorité pour le ROPPA ?

L'utilisation durable des terres est notre priorité, et nous considérons que l'agroforesterie fait partie de la bonne gestion des ressources naturelles. Le climat change et tous les producteurs doivent repenser leurs pratiques. Il est évident que la déforestation et l'expansion du Sahel se poursuivent. Il existe de nombreuses preuves montrant que la diversité génétique est en baisse : avec le changement climatique qui affecte notre région, nous risquons de perdre des milliers d'arbres bien adaptés à notre contexte. L'agroforesterie peut être un élé-

ment clé de la diversification nécessaire des pratiques agricoles.

Pourquoi donc les agriculteurs n'ont-ils pas adopté l'agroforesterie à grande échelle ?

Il y a une raison historique pour laquelle les agriculteurs n'ont pas adopté l'agroforesterie. Les politiques de gestion des ressources naturelles ont généralement été mauvaises. Il incombait aux services forestiers nationaux de protéger les arbres et ils ont interdit aux agriculteurs de les utiliser comme ils l'avaient fait dans le passé. Des agriculteurs ont même fait la prison pour avoir utilisé des arbres qui poussent dans leurs propres domaines ! Les services forestiers se sont appropriés ces arbres en ne respectant pratiquement pas les propriétés des agriculteurs, ce qui a rendu ces derniers hostiles aux arbres : ils les ont tous coupés pour éviter toute dispute avec les services forestiers. Aujourd'hui, nous devons expliquer que l'arbre appartient aux personnes qui occupent les exploitations agricoles. Les populations sont de plus en plus nombreuses à comprendre qu'il existe de nombreux avantages à avoir des arbres sur leurs terres. Elles n'ont besoin que d'un peu d'encadrement pour suivre les pratiques d'agroforesterie et dans certains pays comme le Niger ou le Mali, cela se pratique à grande échelle. Même dans certains pays côtiers on constate le développement de l'agroforesterie.

L'agroforesterie pourrait-elle reprendre la production de bois provenant des forêts ?

Bien sûr ! Il ne reste plus beaucoup de forêts en Afrique de l'Ouest et l'agroforesterie reprendra la production de bois de chauffe et de bois de construction. La majeure partie du bois que l'on trouve sur les marchés ruraux provient des exploitations agricoles. Il existe aussi des marchés internationaux du bois. Ce serait une bonne idée de fournir aux marchés mondiaux du bois provenant de l'agroforesterie. Bien entendu, il faut du temps pour produire du bois. Je sais qu'il existe des endroits où l'on produit déjà du bois destiné au marché. Ce travail est cependant en cours. Il nous faut développer des systèmes d'agroforesterie axés sur l'agriculture familiale et qui peuvent produire du bois adapté aux besoins du marché international.

Quel est le rôle des pasteurs dans l'agroforesterie ?

Il existe de nos jours de nombreux pasteurs qui s'initient à l'agriculture. Ils cultivent des légumineuses pour le fourrage. Par exemple, certains éleveurs de chameaux plantent des arbres que leurs chameaux peuvent manger ; c'est ainsi que ces pasteurs se sédentarisent ensuite. Cela opère

un changement profond dans leur mode de vie. Comme tous les producteurs agricoles, les pasteurs sont obligés de changer leurs activités. La cause profonde en est le changement climatique qui met notre monde sens dessus-dessous. Les gens me disent tous les jours à quel point le changement climatique affecte leurs moyens de subsistance : les pluies se font rares ou s'arrêtent au milieu de la saison de croissance, les champs deviennent stériles et parfois, il se produit d'importantes inondations. L'année dernière, au Niger, des villages entiers ont été emportés par les eaux et le fleuve a déraciné de gros arbres. Pour nous, le changement climatique est vraiment une réalité et affecte tous les aspects de notre vie.

Comment réagissent les décideurs ?

En Afrique de l'Ouest, la réalité ne nous laisse aucun choix. Ce n'est pas comme dans les autres pays qui ont du pétrole ou du gaz ou quelque chose d'autre qui leur permet de vivre. Le ROPPA se bat pour la préservation des ressources naturelles et nous pensons que les populations ont besoin d'avoir des arbres dans leurs champs. Il est clair qu'il nous faut des politiques favorables à l'agroforesterie : là où il n'y a pas d'arbres, la terre est aride et improductive ; là où il y a des arbres, il existe des possibilités de croissance. La plupart des pays ont élaboré un Plan d'action national pour l'adaptation au changement climatique. L'agroforesterie joue un rôle important dans ces plans. Il nous faut travailler à très grande échelle. Plusieurs options s'offrent à nous pour son organisation. L'initiative peut venir de nous, en tant que producteurs, mais elle peut également provenir de la recherche ou des gouvernements. Quoi qu'il en soit, tous les acteurs devraient être impliqués afin de développer leurs propres rôles spécifiques.

Quel est le rôle des chefs traditionnels africains dans la gestion des ressources naturelles et l'agroforesterie ?

Le rôle des chefs traditionnels diffère selon les traditions locales. Il y a des chefs qui jouent uniquement le rôle d'autorité sociale et d'autres qui exercent une autorité sur les terres. Certains d'entre eux sont les gardiens de la tradition et d'autres les garants des relations sociales. Les chefs qui ont une autorité sur les terres peuvent également déterminer l'appartenance ou non d'un arbre à un agriculteur. En fait, il y a de nombreux autres chefs à plusieurs niveaux, du niveau local au niveau national. Ils jouent tous un rôle dans le développement agricole et la préservation des terres. Les chefs traditionnels peuvent être très utiles, mais peuvent aussi être dangereux pour le développement. Ils peuvent organiser les populations, mais aussi s'en tenir aux traditions et bloquer les changements nécessaires. Certains chefs sont très puissants

et n'ont pas envie d'oeuvrer pour le développement et les populations en souffrent. D'autres chefs sont sensibles et organisent les populations en groupes et le développement est possible sous l'autorité de ces chefs. Les projets devraient faciliter le rôle constructif des chefs traditionnels, notamment en référence au régime foncier.

Et que peuvent faire les populations sans terres ?

Il existe partout des populations qui ne disposent pas de terre, ne peuvent pas produire et qui sont très pauvres. C'est une situation très difficile. Nous devons donc procéder à des réformes et oeuvrer à la responsabilisation des familles d'agriculteurs. Vous savez, de nos jours, les terres se font rares. Si tout le monde veut rester membre de la grande « famille agricole », il est très important que nous diversifions. Par exemple, certaines personnes pourraient jouer le rôle de producteurs de denrées vivrières et d'autres élever du bétail. D'autres encore pourraient toujours s'engager dans l'agriculture ou l'horticulture irriguée et produire pour le marché urbain. D'autres s'engageront dans la transformation de produits alimentaires, alors que d'autres procéderont à la commercialisation des produits agricoles. L'agroforesterie est cependant une autre branche des activités de la famille d'agriculteurs et le plus beau est qu'elle est synergique et complémentaire à la production agricole. Au Sahel, les arbres n'ont pas besoin d'être arrosés mais ils permettent de créer de meilleures conditions climatiques et de sol pour les cultures vivrières. L'on peut en conclure que si l'on considère l'agriculture comme un ensemble d'activités différentes, on n'a pas besoin de terre pour assurer sa subsistance.

Quels conseils le ROPPA doit-il prodiguer aux porteurs de projets dans l'agroforesterie ?

Il ne fait aucun doute que nous devons arrêter la dégradation des ressources naturelles en encourageant les petits exploitants agricoles à pratiquer l'agroforesterie. Les projets peuvent documenter tous les avantages de l'agroforesterie pour les familles d'agriculteurs, la production de matières premières pour l'industrie et ses avantages en période de changement climatique. Les projets doivent garder des liens solides avec tous les autres pour que nous sachions que ce qu'ils font, a bien un sens pour les populations locales. Vu l'opportunité, les familles d'agriculteurs ont la capacité de restaurer les terres et de développer l'économie de l'Afrique de l'Ouest.

Pour plus d'informations

Veillez consulter www.roppa.info pour plus d'informations sur le réseau.



Securité alimentaire et augmentation durables des revenus des menages : la RNA au secours des producteurs à Kaffrine (senegal)

Charles Bakhou, Mamadou Fall

Dans le souci de trouver des stratégies durables et respectueuses de l'environnement pour la réduction de la vulnérabilité des populations et l'accroissement de leurs revenus, World Vision Sénégal WVS à travers sa Base de Kaffrine (centre du Sénégal), a initié, à partir de 2008 un projet de Gestion de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) par les agriculteurs (FMNR). Ce projet a mobilisé l'intervention de plusieurs partenaires.

18

Kaffrine est une nouvelle région administrative du Sénégal. Elle est située dans le centre du pays notamment dans le bassin arachidier. Elle abrite, une des plus importantes bases d'intervention de WVS.

Des leçons apprises par WVS de ses expériences notamment dans la partie nord du Sénégal (les régions de Louga et Thiès), il est apparu indispensable de veiller à renforcer les revenus monétaires des ménages accompagnés par un focus sur une gestion rationnelle des ressources naturelles avec un souci de les préserver pour les générations futures. L'expérience de terrain a montré que face à la dégradation avancée de l'environnement, les populations autochtones sont enclines à se déplacer vers des zones plus clémentes laissant derrière elles d'importants investissements déjà réalisés.

Dans le souci d'éviter ces risques pouvant annihiler les efforts de développement entrepris/déployés dans ses programmes notamment à Kaffrine, WVS a lancé un projet de Gestion de la RNA par les agriculteurs (FMNR) dans deux de ses programmes avec l'intervention de plusieurs partenaires. Aujourd'hui, ce projet élargi depuis 2009 aux sept programmes en cours dans la région dure jusqu'en 2012.

Le projet vise à accroître durablement les revenus des ménages et la sécurité alimentaire avec un focus sur l'adoption de comportement favorisant la protection de l'environnement et l'utilisation de la régénération naturelle assistée.



Transformation des produits agricoles : source de revenus

Photo : AGRIDAPE

Un projet, plusieurs partenaires, un apprentissage mutuel...

Ce projet est mis en œuvre dans dix communautés rurales (CR) dont celles de Touba Mbella dans le département de Birkelane. Le choix de ces CR a été guidé par une dégradation galopante de la végétation ligneuse et un niveau d'adoption de la régénération naturelle assistée (RNA) qui est faible malgré les nombreux rejets de souches existants (272 pieds/ha de *Guiera senegalensis* et 291 pieds/ha de *Combretum glutinosum* au minimum)

Si la mise en œuvre du projet est avant tout l'affaire des agriculteurs qui doivent pratiquer la technique de RNA, l'appui de plusieurs partenaires est indispensable pour obtenir le succès escompté. La régénération naturelle assistée consiste à laisser au cours du défrichement (en saison sèche ou en saison des pluies) un à trois

(3) rejets issus des souches des différents arbres et arbustes (entre 80 à 150 pieds à l'hectare) pour qu'ils poursuivent leur croissance.

Les différentes étapes de la réalisation de la RNA sont :

- Repérage et sélection des rejets à protéger ;
- Coupe des rejets non sélectionnés ;
- Entretien et élagage des rejets sélectionnés chaque année ;
- Exploitation raisonnée des branches issues des arbres régénérés en fonction des espèces et des besoins (fourrages, bois, matière organique etc.).

La pratique de la RNA permet de lutter contre une surexploitation des ressources naturelles pour répondre aux besoins de production agricole et pastorale et de l'énergie domestique qui aboutit à la dégradation de la base de production dont

les conséquences sont : l'érosion hydrique et éolienne, la baisse de la fertilité des terres etc. Le choix de cette approche est le fruit d'une visite d'échange effectuée par un staff de WVS dans la région de Maradi au Niger où la RNA est pratiquée sur des milliers d'hectares.

Ainsi, des techniciens en RNA mais aussi les dirigeantes des collectivités locales d'intervention, les autorités administratives interviennent à différents niveaux.

L'intervention de toutes ces parties prenantes se justifie d'autant plus que ce projet fait d'abord appel à un changement de comportement suivi d'actions pratiques comme la réalisation de 11089 ha de RNA en l'espace de trois ans. Cela illustre un engagement à préserver l'environnement pour améliorer les revenus agricoles tout en ne compromettant pas l'avenir des générations futures.

Afin d'éviter des dispersions, les responsables du projet ont, dans un premier temps, identifier toutes les parties prenantes à tous les niveaux qui peuvent apporter une contribution pour la réussite. Ainsi plusieurs partenaires ont été identifiés notamment au niveau local et régional (groupements de paysans et éleveurs, l'inspection des eaux et forêts, les conseils ruraux, les autorités administratives, les Inspections scolaires, etc.), au niveau national (ONGs, Organismes de Recherche, de Conseil agricole). Ensuite, un atelier d'échange et de partage d'une journée animé par le management du projet est organisé pour harmoniser une compréhension commune et partagée du projet par toutes les parties prenantes. Les tâches dévolues à chaque partenaire sont identifiées et définies. Ainsi l'inspection des eaux et forêts a en charge la production des plants, suivi de la plantation et la formation des agriculteurs sur la pratique de la RNA. Quand à l'ANCAR¹, elle joue un rôle d'appui conseil pour les activités d'accompagnement (maraîchage, riziculture, apiculture, embouche). Les inspections l'éducation ont pour tâches l'intégration de l'éducation environnementale dans les modules d'enseignement avec un focus sur les techniques de RNA à la suite de la formation des enseignants des écoles ciblées

A l'issue de l'atelier d'orientation des partenaires, le partenariat est formalisé avec l'élaboration et la signature des conventions.

Pour la mise en œuvre effective, les moyens financiers et matériels sont mis à la disposition de chaque partenaire pour l'exécution des tâches dévolues. A la fin de chaque trimestre un rapport d'activités sur le suivi des indicateurs est élaboré. Des réunions de coordination sont également tenues pour évaluer le niveau de mise en œuvre des engagements de chaque partie.

Quelques résultats du partenariat

Grâce au processus de partenariat où chaque partie prenante se sent responsabilisée, à mi-parcours de la mise en œuvre du projet, des résultats encourageants ont été obtenus. Des formations en techniques de greffage sur le *Ziziphus Mauritiana* pour les producteurs de la vallée de Diasoum (dans la CR de Toubou Mbella) et les techniques de plantation des manguiers et agrumes dans le verger de Koumbidia (*Cr de Saly Escalé*) ont été effectuées. Mille cent cinquante leaders sont imprégnés de l'importance de la gestion de l'environnement pour la préservation de la nature en général. Ils sont surtout conscients du rôle qu'ils doivent jouer dans la sensibilisation des communautés. On note aussi que les femmes sont de plus en plus engagées dans la protection de l'environnement. Quatre vingt trois femmes ont bénéficié d'une formation et d'un encadrement. Elles sont plus motivées dans les activités environnementales et économiques). Mieux, elles sont toujours présentes dans des activités.

Avantages de la RNA...

Il a permis de démontrer que celle-ci a un effet positif sur le rendement de cette spéculature. Il existe une différence significative entre la production en grains dans les deux régimes. Le régime avec RNA est beaucoup plus productif que celui sans RNA. Le premier a donné 767kg/ha alors que le second n'a produit que 296kg/ha. A côté de cette hausse significative du rendement à l'hectare, les espèces comme *Combretum glutinosum* (ratt) et *Piliostigma reticulata* (Nguiguis) qui sont abondantes dans les champs surtout sous forme de rejets de souche font partie des cinq premières espèces préférées par les agriculteurs dans les parcelles de culture selon une enquête de perception que nous avons menées auprès de 500 ménages en 2008 dans la zone du projet. Etant donnée que les retombées de la RNA ne sont pas si immédiates et pour faciliter l'engouement des populations dans la pratique de la RNA, le projet a développé des activités d'accompagnement avec un accent particulier sur le maraîchage à cause de l'existence de bas fonds. La culture maraîchère a suscité un grand intérêt au niveau des communautés. Avec le soutien de l'ANCAR, beaucoup de producteurs s'adonnent à cette activité pour des besoins de consommation et aussi comme source de revenus. Cela démontre l'importance que les communautés accordent à la création de richesses par les activités génératrices de revenus.

Deux visites d'échanges au Sénégal ont été organisées. L'une portait sur l'expérience des communautés encadrées par

Plan International dans la zone de St Louis sur la RNA et les activités d'accompagnement. L'autre visite, en partenariat avec IED/AFFRIQUE, a porté sur l'élaboration et le fonctionnement des conventions locales dans la zone de Khatre-SY sur la protection de l'environnement par les populations.

Globalement, il a été constaté, les impacts suivants :

- les populations, en général, les leaders paysans et les enfants particulièrement sont sensibilisés et formés aux activités de protection de l'environnement pour une agriculture durable ;
- les paysans ont accès à diverses sources de revenus agricoles ;
- Des projets durables (car la gestion de ces projets est entièrement assurée par et pour les agriculteurs), de FMNR2 sont implantés dans 7 ADP de WVS

Le *Jatropha curcas* et d'autres espèces agroforestières (*Zizyphus mauritiana*, *Acacia albida*, *Acacia nilotica* et *Pterocarpus erinaceus*) sont plantés respectivement en haies vives et dans les champs. Ces espèces sont plantées au niveau de parcelles de cultures à cause de leurs usages multiples : fertilisant, production de bois de services ou d'œuvre, fourrage, rôles alimentaires et en pharmacopée. L'association haie vive de *Jatropha curcas* et espèces agroforestières dans les champs permet en plus des avantages cités ci-dessus d'assurer une protection contre l'érosion éolienne et hydrique et la divagation des animaux favorisant ainsi une restauration des terres dégradées.

Conclusion

A Kaffrine, il a été constaté une nette prise de conscience des défis liés à une gestion rationnelle et concertée des ressources naturelles. Toutes les parties prenantes se sont mobilisées dans le seul souci de relever le défi de l'amélioration des revenus agricoles des ménages tout en assurant une gestion rationnelle des ressources naturelles et notamment forestières. Par ailleurs, avec les activités de sensibilisation effectuées dans les villages, les écoles, etc., les élèves (enfants) sont plus intéressés à la protection de l'environnement. On note une forte participation des filles aux différents cours.

Charles BAKHOUM

World Vision Sénégal, Chef de base Kafferine
email : charles_bakhoum@wvi.org

Mamadou FALL

Assistant de programme FSSA
IEDAFRIQUE
email : mfall@iedafrique.org
madoufall@gmail.com

1 Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural

2 Gestion de la régénération naturelle par les agriculteurs



La forêt au service des femmes : améliorer les moyens d'existence par la valorisation des produits forestiers

Rokia Cissé, Mamadou Fall

20



Photo : AGRIDAPE

Plusieurs femmes devant leurs étals de produits forestiers

Les arbres fournissent aux agriculteurs de nombreux produits et services : nourriture, bois de chauffage, fruits et noix, fourrage, médicaments, bois de construction, paillis, ombre et coupe-vent. Les produits tirés des arbres peuvent procurer un revenu indispensable aux familles rurales et garantir une alimentation et une sécurité nutritionnelles, surtout en période de sécheresse. C'est ainsi que l'expérience des femmes de la coopérative Jeka Baara sera présentée dans le cadre de cet article.

Situé à quelque 12 km de la ville de Bamako, dans la petite commune de Sibiribougou les femmes s'activent dans des activités de production qui aujourd'hui leur permettent de créer des revenus dans la localité. En effet dans le village la seule activité qui permettait de créer des revenus, était l'agriculture mais avec la baisse de la productivité agricole, la pression a commencé sur la forêt. Cette pression s'expliquait par la recherche de bois de chauffe, de médicaments traditionnels, de fruits sauvages pour la consommation mais également de la production

de charbon de bois. En plus de cette pression locale, d'autres acteurs venaient collecter les produits forestiers pour les commercialiser plus cher à Bamako et dans d'autres localités. Alors consciente des enjeux financiers de la forêt, les femmes de la localité ont commencé à valoriser les ressources forestières pour en faire une source de revenu supplémentaire dans un contexte de baisse de la production agricole.

L'adaptation à cette situation a commencé à se matérialiser en 2000. En effet la coopérative Jeka Baara qui regroupe 26

femmes consciente de l'importance que pouvait fournir la forêt se sont impliquées dans la régénération et la protection de cette ressource très affectée par les actions anthropiques combinées aux changements climatiques.

Pour la régénération des ressources forestières les femmes de la coopérative mènent des activités de reboisement des espèces productives comme le « karité », le baobab, etc. l'objectif de ce reboisement est d'assurer un retour des espèces végétales qui ont presque disparu de la zone, mais également de disposer de produits à



Photo : AGRIDAPE

Sourire d'un forestier : l'arbre nourrit l'homme

commercialiser. Elles sont soutenues dans ses activités par le service des eaux et forêts et les hommes qui mettent aussi des parcelles non exploitées à leur disposition pour le reboisement.

Pour la protection de la forêt, les femmes ont décidé avec l'appui du service des eaux et forêts et de la mairie de veiller à l'application de la législation en vigueur surtout dans l'interdiction de couper les arbres. Chaque femme joue le rôle de gardienne de la forêt, tous les contrevenants sont traduits devant le service des Eaux et forêt de la commune qui ont un bureau dans la localité. Mais l'interdiction de couper les arbres n'a pas été facile surtout pour celles qui produisaient du charbon de bois. Cette mesure a été accompagnée par des mesures comme l'intégration de ces dernières dans la coopération et la mise en place d'un fonds de crédit pour les financer dans d'autres activités génératrices de revenus.

En outre des activités de sensibilisation et de plaidoyer sont menées par les femmes de la coopérative pour changer les rapports que les populations entretiennent avec les ressources forestières.

Pour la valorisation des ressources forestières, les femmes de la coopérative mène des activités de collecte, de transformation et de commercialisation de produits issus de la forêt. Pour elles un arbre ce n'est pas uniquement du bois ! Il offre d'autres opportunités de produits non ligneux qui peuvent s'avérer être des facteurs d'amélioration des revenus pour les communautés rurales. Au départ les activités de transformation et de commercialisation étaient peu organisées, pour les premières années les femmes cotisaient pour la location d'un camion en vue de transporter les produits vers des marchés en Mauritanie, à Nioro et à Nara. Maintenant, toutes les femmes qui font de l'agroforesterie dans le village ont monté leur propre affaire et se sont organisés en coopérative de producteurs pour vendre des produits non ligneux vers d'autres marchés.

Aujourd'hui les femmes collectent beaucoup de produits agro forestiers comme les amandes de karité, le « madd », le jujube, le « néré », « les pains de singe » et les mangues. Mais la mangue constitue l'un des produits les plus commercialisés et c'est l'un des produits les plus rentables. En moyenne, elles obtiennent par campagne entre 5 et 10 tonnes de mangues pour la commercialisation et les bénéfices tirés s'élèvent entre 400 000 et 500 000 Fr CFA.

Depuis 2004 avec la reconnaissance juridique de la coopérative une caisse pour une meilleure gestion des fonds tirés des activités a été mise en place. Les bénéfices leur ont permis également de construire les locaux de la coopérative et d'acquérir les équipements pour la transformation d'autres produits agro forestiers comme le pain de singe, le jujube, le gingembre, etc. Mais en plus de ces produits, l'arachide et les céréales issus des activités agricoles sont également transformés et commercialisés. Une petite caisse de micro crédit a été mise en place pour permettre aux membres de la coopérative de s'autofinancer dans d'autres activités, mais les crédits octroyés sont encore faibles et varient de 25 000 Fr CFA à 50 000 Fr CFA avec un taux d'intérêt de 10%.

L'exploitation des ressources de la forêt, a permis à la coopérative d'étendre ses relations de partenariat en Italie, en France, au Sénégal et dans beaucoup de localités du Mali pour la commercialisation de produits forestiers non ligneux. Les communautés pauvres de cette localité ont désormais des revenus réguliers grâce à la vente de produits forestiers et agricoles transformés. Les femmes ont pris conscience de la valeur potentielle des produits forestiers et de la façon d'en tirer des avantages commerciaux.

Depuis le démarrage des activités, des partenaires techniques ont eu à appuyer la coopérative, il s'agit d'OXFAM, de la CNOP, du « Programme de compétitivité pour le développement agricole » et d'ACCOR. Ces partenaires ont surtout permis à

la coopérative de suivre des formations en rapport à leurs activités de transformation et de participer à des rencontres de promotion de leurs produits. L'organisation « BARATE » a quant à elle offert une machine de battage du « karité ». Mais nous n'avons pas eu jusqu'à présent de partenaires financiers, certes nous mettons en œuvre des activités qui vont au delà de la localité mais un défi des femmes de la coopérative est de trouver des partenaires techniques afin d'avoir des produits compétitifs au niveau international. En effet, elles sont souvent confrontées à des problèmes de communication par rapport à leurs clients surtout concernant les commandes qui dépassent leurs capacités de production, la coopérative cherche à améliorer leurs stratégies marketing avec des étiquettes et des emballages pour rendre plus attractifs les produits et étendre leurs marchés un peu partout.

Aujourd'hui, pour la pérennisation de leurs activités, beaucoup de membres de la coopérative disposent de champs de mangues et les produits commercialisés sont issus de la production personnelle de ces membres. Mais par ailleurs pour la sauvegarde et la pérennisation des activités agroforestières, le reboisement d'arbres fruitiers continue à être mené et la régénération naturelle assistée constituent aujourd'hui des activités menées pour augmenter le nombre de pieds dans la forêt et des agents de surveillance issus du village veille à la préservation de cette forêt qui constitue une véritable source de financement et une source de création d'emploi pour les femmes de la coopérative Jeka Baara. D'ailleurs en collaboration avec la commune, des négociations sont en cours pour que la gestion d'une partie de cette forêt soit confiée à la coopérative.

L'un des multiples défis de la coopérative est de vulgariser les activités et de faire en sorte d'avoir une meilleure visibilité et une meilleure rentabilité des activités. L'absence de personnel de vulgarisation pour conseiller les femmes de la coopérative au sujet d'un système intégré d'exploitation agro forestier constitue une problématique majeure qu'elle cherche à résoudre à travers la reconnaissance de la contribution d'un système intégré des pratiques agro forestières à l'économie et à l'environnement.

Par ailleurs, au Mali, les lois nationales n'appuient pas les droits des agriculteurs à l'égard de l'exploitation des arbres. De ce fait, les femmes travaillent avec d'autres partenaires pour que les règles du jeu accordent plus de droits aux femmes en vue de mieux avoir accès aux ressources forestières. .

Rokia Cissé Koné, Présidente de la coopérative Jeka Baara, cooperabaara@yahoo.com

Mamadou Fall, Assistant de programme FSSA, madoufall@gmail.com, mfall@iedafrique.org



Gestion de la biodiversité au Burkina : l'expérience de l'AGED au tour de la mare de Darkoye

Assane Bokoum

22



Photo : Tassane Bokoum

Vue sur la forêt autour de la mare de Darkoye

Avec le partenariat de l'IUCN EGP, l'Association pour la Gestion de l'Environnement et le Développement (AGED) a initié en 2009 un projet relatif à la protection des ressources en eau et au renforcement de la biodiversité autour de la mare de Darkoye. Il s'y ajoute que les enjeux liés à la conservation de la mare de Darkoye et à l'amélioration de la biodiversité sont économiques et écologiques.

Cette vaste mare est située dans la commune de Markoye dans la Province de l'Oudalan, Région du Sahel au Burkina Faso. Faut-il rappeler que la mare de Darkoye est la deuxième plus grande mare de la région du Sahel. Elle regorge d'énormes potentialités du point de vue de la biodiversité, ce qui attire plusieurs groupes d'utilisateurs notamment les pêcheurs, les chasseurs, les transhumants qui viennent de l'intérieur du Bur-

kina et des pays limitrophes notamment le Mali et le Niger.

Par ailleurs, pour relever les défis autour de cette mare, l'AGED a misé sur ses compétences diversifiées. Il s'agit : des personnes ressources paysannes, ingénieurs d'élevage, ingénieurs agronomes, ingénieurs agro écologistes, sociologues, géographes, économistes, planificateurs, animateurs, etc. Ces personnes ressources disposent d'une longue expérience (en

moyenne 10-15 ans) dans les principaux domaines d'intervention de l'association. Et leur mission consiste à accompagner le processus d'appropriation des connaissances, techniques et technologies de gestion des ressources naturelles par les communautés rurales en vue de contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales de lutte contre la pauvreté et de préservation des ressources notamment celles forestières.

Une expérience porteuse

Depuis sa création, l'AGED a pour ambition de renforcer ses actions au bénéfice des communautés rurales du Burkina en se conformant aux différentes politiques et stratégies nationales de développement socioéconomique et de préservation

des ressources naturelles. L'Association s'est illustrée dans sa capacité à promouvoir un développement socioéconomique basé sur les savoirs et savoir-faire des communautés locales.

En effet, la gestion de la mare de Darkoye s'inscrit dans le cadre d'un processus endogène où les différents acteurs participent de façon concertée aux actions de développement en définissant les priorités relatives à la gestion des ressources naturelles, à l'amélioration de la biodiversité et à la fertilité des sols.

L'expérience privilégie la concertation en vue de la récupération des terres dégradées par des techniques de CES/DRS, la RNA, le sous solage (sur 100 ha), l'apport du fumier, le paillage, et bien d'autres techniques.

Les différentes étapes de l'expérience : identification et analyse des problèmes en fonction des domaines, choix des options, agencement des actions prioritaires, mise en place d'un dispositif de mise en œuvre et suivi évaluation.

L'expérience est porteuse. La preuve au plan agro forestier les producteurs qui pour la majorité sont des agropasteurs font recours à des techniques de production appropriées comme l'utilisation du fumier, la pratique de la RNA, le paillage, le zai...pour améliorer la fertilité des sols et lutter contre l'érosion.

Auparavant, la zone de Darkoye était peuplée d'agropasteurs. Ces derniers y pratiquaient l'agriculture et l'élevage traditionnels avec un faible niveau d'équipement et une pratique extensive des superficies emblavées. La région était l'une des plus pauvres du Burkina et les populations se battaient souvent pour la satisfaction de leurs besoins élémentaires souvent au détriment de l'environnement.

Une vision partagée avec les communautés

Le Sahel Burkina est caractérisé par un environnement hostile qui se manifeste par une faible pluviométrie (alternance de deux saisons dont une longue saison sèche, de 09 à 10 mois et une courte saison pluvieuse de 03 mois), une pauvreté des sols, une faible productivité agricole; une faible production alimentaire, une sous-alimentation et malnutrition des enfants.

Cette situation de déficit alimentaire est exacerbée, entre autres, par des contraintes techniques, climatiques, et des conditions socio-économiques défavorables. La région du sahel se caractérise par une dégradation générale des ressources naturelles et de la biodiversité marquée notamment par:

- une diminution des ressources en eau (comblement des bas-fonds, mares

Photo : Assane Bokoum



Paysage de la mare de Darkoye

et cours d'eau, baisse du niveau de la nappe phréatique, etc.);

- un appauvrissement progressif des terres;
- une disparition progressive des espèces végétales et animales;

Or, le plan stratégique 2007- 2012 de l'AGED apparaît comme un outil de renforcement de la structure de l'association mais surtout une amélioration de son organisation, afin de favoriser la collaboration avec d'autres acteurs ayant le même centre d'intérêt. Une vision partagée avec tous les acteurs impliqués pour lutter contre la pauvreté et la gestion durable des ressources naturelles à travers la valorisation des savoirs et savoir-faire des communautés rurales dont les conditions de vie sont intimement liées à ces ressources agro forestières.

Au titre des changements

Sur le plan social et écologique l'AGED a noté l'adoption de nouveaux comportements dans l'utilisation des RNA à travers la mise en place des règles d'utilisation et de gestion, l'amélioration de l'offre fourragère, la protection des arbres et arbustes, la fréquence des oiseaux notamment les canards dont la bourgouculture constitue un site de prédilection. A cela s'ajoute l'augmentation de la disponibilité en ressources halieutiques notamment le poisson.

Sur le plan économique, la disponibilité des ressources en eau et le fourrage à partir du bourgou constitue un intérêt pour l'accroissement de l'activité pastorale dont la zone est une référence pour les transhumants. Les activités agro forestières ont connu un développement sans précédent.

Mieux, la disponibilité fourragère en toute saison constitue un atout pour les éleveurs dans le cadre de la production laitière. Le développement de la pêche permet à certaines populations riveraines de tirer profit soit de façon directe ou indirecte des retombées de cette activité. Aujourd'hui, la mare de Darkoye est devenue un massif forestier relativement dense, constitué de plusieurs peuplements d'arbres et d'espèces. Il faut enfin se féliciter de l'offre fourragère qui est améliorée pour le bétail et le rétablissement du couvert végétal.

Assane Bokoum, Chargé de programme GRN/DN
email: assanebok@yahoo.fr / agedori@fasonet.bf

23

Visitez
la page web
de AGRIDAPE

<http://agridape.leisa.info>



Gestion des forêts communautaires au Sénégal

Madior FALL

Les populations des régions Sud et Sud Est du Sénégal sont en train d'expérimenter la gestion communautaire des forêts aménagées grâce aux interventions du Programme USAID Wula Nafaa. Un modèle à vulgariser pour une gestion transparente, rationnelle et durable des ressources forestières.

Les populations des régions de Tambacounda, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor, au sud du Sénégal initient de nouvelles pratiques dans l'exploitation des ressources forestières, en rapport avec les Services Techniques concernés. L'initiative est portée par le Programme Agriculture et Gestion des Ressources Naturelles (USAID Wula Nafaa) depuis plus de huit ans. Cet ambitieux Programme dont l'objectif principal est de domicilier l'exploitation des ressources ligneuses dans les forêts aménagées conformément à la volonté exprimée par l'Etat du Sénégal, a fini de révolutionner la gestion des forêts dans les zones cibles. De Tambacounda à Sédhiou, les forêts aménagées sont devenues une réalité. Les plans d'aménagement établis en collaboration avec les populations, les Services Techniques déconcentrés de l'Etat, les collectivités locales, ont permis non seulement de rationaliser désormais l'exploitation des ressources forestières mais aussi de les valoriser au profit des populations et des collectivités locales. On assiste ainsi, à une exploitation rationnelle des ressources forestières par les populations locales grâce au contexte de décentralisation des ressources naturelles et le transfert de compétences aux collectivités locales. Ainsi, les forêts dont les ressources ne profitaient guère aux populations locales sont de plus en plus sécurisées et offrent aujourd'hui de réelles possibilités aux riverains d'améliorer leurs conditions de vie.

Des comités de gestion sont mis en place au niveau de chaque village et au niveau communautaire à travers une démarche participative dans la gestion desdits plans d'aménagement. Après plusieurs sessions de renforcement de capacités sur certaines notions de gouvernance et de gestion des compétences transférées, les populations des communautés rurales concernées ont pu instaurer une nouvelle dynamique pour tirer profit de leur forêt tout en sauvegardant la durabilité des ressources. Grâce à un appui du Programme USAID Wula Nafaa,



Photo : Madior FALL

L'inventaire de la forêt Magagoulack, en Casamance, au Sénégal

les comités de gestion œuvrent pour rationaliser l'exploitation des ressources sur les capacités de production annuelle des forêts aménagées. Une mesure qui a non seulement contribué à améliorer les revenus des populations locales mais également à mettre fin aux récurrents conflits qui opposaient jadis allochtones et autochtones dans l'exploitation des ressources de la forêt. Au total, environ 130.400 ha de forêts communautaires ont pu être aménagées et sécurisées à l'Est et au Sud du Sénégal. Les redevances tirées de l'exploitation sont gérées par les comités de gestion grâce à des outils de gestion administrative et financière. Des retombées communautaires sont ainsi notées au niveau village et communauté rurale. Sur le plan gestion de l'effort de régénération et de sauvegarde de la ressource, une partie de la redevance est allouée à la gestion de la forêt et aux surveillants pour un meilleur respect des préinscriptions techniques. Les forêts aménagées sont aujourd'hui devenues des espaces de création de richesses pour les populations locales évoluant dans la production du charbon de bois.

L'appui du Programme s'est décliné en plusieurs aspects parmi lesquels, la mise en place d'un plan d'aménagement qui n'est autre qu'une planification de l'utilisation de la ressource dans l'espace et dans le temps, l'organisation des populations autour des massifs forestiers aménagés en fonction de leurs sensibilités socioculturelles dans le cadre de la valorisation du potentiel économique, la

mise en place de conventions dans le but d'assurer la régénération des ressources par le biais d'activités de reboisement et de la lutte contre les feux de brousse, entre autres. Des mesures consensuelles fortement appréciées par les populations et les Responsables de Collectivités Locales concernées. Le Président du Conseil rural d'Oudoucar dans la région de Sédhiou, Sankoung Sagna, estime que les appuis du Programme USAID Wula Nafaa révolutionnent l'exploitation des ressources naturelles dans cette partie de l'arrondissement de Djendé. Les plans de travail annuel créés au niveau des Conseils Ruraux grâce au Programme USAID Wula Nafaa s'offrent comme des outils de gestion et de planification pour pérenniser les acquis.

A un niveau plus élevé, l'expérience du Programme doit servir d'exemples et se présente comme une opportunité à saisir. Selon le Directeur de l'ARD de Kolda, M. Alassane Sow, son institution, conformément en sa qualité de bras technique du Conseil Régional, servira de trait d'union entre ce dernier et le reste des Collectivités Locales de la région pour assurer la durabilité des acquis sur le terrain. A la demande de l'institution régionale, le Programme est en train de développer des stratégies pour aider les Collectivités Locales à explorer les niches non encore exploitées pour améliorer les assiettes fiscales à travers une gestion participative et communautaire des ressources naturelles.

Madior FALL, chargé de communication, Wula Nafa, USAID

Ensemble protégeons les forêts tropicales

<http://fr.mongabay.com/>

Le site mongabay.com offre des actualités et des informations sur la faune et l'environnement. Il cherche à éveiller l'intérêt pour la faune des zones sauvages, tout en examinant l'impact sur la conservation et le développement des nouveautés concernant le climat, l'énergie, les technologies, les sciences économiques et les finances. Très attractif, ce portail vante les richesses de la forêt et mène une large sensibilisation sur la triptyque prévention, protection et réhabilitation des forêts dans le monde. Il permet aux internautes de s'informer en temps réel sur l'actualité des forêts, des aires marines protégées, des cours d'eau. Dans sa rubrique «Actualités», un expert de l'environnement s'interroge : «que se passe-t-il en Tanzanie ? C'est une question qui fait le tour dans le cercle des défenseurs de l'environnement». Avant d'ajouter que «pourquoi une nation qui a tant investi dans ses territoires et sa faune sauvages est-elle encline à poursuivre des projets qui semblent destinés, non seulement à ravager la faune et l'écosystème du pays d'Afrique de l'Est connue du monde entier, mais également, à paralyser son industrie du tourisme importante au niveau économique ?

Nouveau portail internet sur les forêts tropicales (Cirad)

<http://www.netbois.com/info/article-3378.htm>

A l'occasion de l'Année internationale de la forêt, le Cirad a créé un portail internet sur les forêts tropicales. L'agenda international et les actualités mondiales sur la forêt y sont aussi inscrits et détaillés.

Ce site, accessible à l'adresse <http://forets2011.cirad.fr/>, présente un ensemble d'informations et de ressources sur le thème des forêts tropicales : les recherches effectuées par le Cirad, les principaux projets, les derniers résultats d'étude, des dossiers, des brochures, etc. Une médiathèque et l'agenda international sont également proposés.

A propos du Cirad : Etablissement public à caractère industriel et commercial, le Cirad est un centre de recherche français qui répond, avec les pays du Sud, aux enjeux internationaux de l'agriculture et du développement. Il est placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère des Affaires étrangères et européennes. Les acti-

vités du Cirad relèvent des sciences du vivant, des sciences sociales et des sciences de l'ingénieur appliquées à l'agriculture, à l'alimentation et aux territoires ruraux. Site Internet : www.cirad.fr !

Le Site en Bois vous parle du bois et de la forêt

<http://www.site-en-bois.net/fr/accueil.phtml>

Vous partez à la découverte de la richesse écologique du bois, de l'Art des forêts et des nombreuses ressources disponibles sur Internet. Le site en bois vous ouvre les portes de la filière bois et forêt sur le Net. Il est destiné à tous, passionnés, amateurs et professionnels du bois. Le site suit de près l'actualité relative au bois et à la forêt. Sans oublier les manifestations professionnelles et culturelles autour du bois. On nous renseigne que les corps de métiers anciens ont animé les campagnes jusqu'au milieu du XXe siècle : bûcherons, débardeurs, équarrisseurs, fendeurs de merains, fendeurs d'échalats, tourneurs-boisseliers, chaisiers, cercliers (de tonneaux), tonneliers, fagotiers, sabotiers travaillaient le bois ou le préparaient. L'écorce de chêne produisait le tanin et le liège. Au regard de cette utilité des arbres notamment du bois, le site se fait l'avocat infatigable de la forêt.

Les arbres sont utiles à bien des égards

<http://www.lesarbres.fr>

lesarbres.fr a le mérite d'expliquer aux lecteurs que les arbres sont très utiles à bien des égards. Faut-il rappeler que dans la forêt, les arbres abritent tout un écosystème qui assure la diversité des espèces et produit des principes chimiques inestimables. Ils sont le centre d'une importante biocénose, constituée de bactéries vivant dans les racines, d'organismes décomposant les feuilles, de nombreux insectes s'en nourrissant, d'oiseaux nichant dans les anfractuosités, de petits rongeurs consommant les fruits. Au plan sanitaire, les arbres sont riches en principes que la médecine a su exploiter de tout temps. Citons l'aspirine, extraite de l'écorce de saule, la taxine, alcaloïde cardio-actif extrait de l'if et le quinquina, extrait d'écorce, qui arrête la malaria. Plus généralement, les forêts sont reconnues essentielles à l'équilibre de l'écosystème pour leur capacité à régénérer l'oxygène, grâce à photosynthèse.

L'agroforesterie au service du paysan

www.abcafr-togo.fr

Site basé au Togo en Afrique de l'Ouest, ce portail met en exergue l'importance de l'agroforesterie dans la vie du paysan. Il rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, on conseillait aux agriculteurs africains comme à ceux des pays industrialisés de faire des cultures pures en rotation, d'utiliser des engrais et des produits phytosanitaires pour obtenir des rendements élevés sans prendre en moindre considération les inconvénients collatéraux d'une telle agression contre nature. Ce qui exige et exige encore l'apport de facteurs de production assez chers et qui a conduit à l'utilisation d'un nombre limité de cultures pour faire les rotations. Mais les conditions de développement (forte croissance démographique, faible pouvoir d'achat, risques climatiques élevés, ...) dans nos pays sont différentes de celles des pays industrialisés. Et les résultats sont si désastreux que le problème majeur à présent en Afrique est de produire de quoi manger. Ensuite, il faut diversifier les cultures pour avoir des chances de pouvoir les exporter.

Nouer des liens entre la recherche et le développement agroforesterie

<http://www.secheresse.info>

L'information est au cœur du développement. Depuis 1988, en collaboration avec les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) du Burkina Faso, du Sénégal, du Niger et du Mali, le Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) mène une recherche en agroforesterie par l'intermédiaire du Réseau de recherche en agroforesterie dans les basses terres semi-arides de l'Afrique occidentale (SALWA). Dans sa lutte contre la désertification et pour la sécurité alimentaire, le projet SALWA a identifié quatre technologies prometteuses pour l'agroforesterie : les cultures végétales, les talus de fourrage, la domestication des arbres indigènes et la culture en courbes de niveau. Le site renseigne qu'en tenant compte des connaissances et des pratiques locales actuelles, les chercheurs posent comme hypothèse qu'ils peuvent augmenter le revenu des agriculteurs et leur approvisionnement alimentaire (produits végétaux et animaux), réduire le taux de dégradation des sols et en rétablir la fertilité

BIBLIOGRAPHIE

«Agroforesterie, des arbres et des cultures» :

Auteur(s) : Christian Dupraz , Fabien Liagre
Editeur : La France agricole
Nombre de pages : 413 pages
Date de parution : 26/06/2008



Agroforesterie ? C'est le mélange, sur une même surface, d'arbres et de productions agricoles. Pourtant, depuis un siècle, les arbres ont été systématiquement retirés des parcelles agricoles, les cultures ont été intensifiées, le milieu a été artificialisé. Un retour des arbres dans les parcelles agricoles est-il encore possible ? Souhaitable ? Réaliste ?

La première partie de cet ouvrage permet de comprendre le fonctionnement d'une parcelle agroforestière. Quelle est l'influence des arbres sur les cultures ? Comment les arbres peuvent-ils tirer partie de la présence des cultures ? Quels effets de ces associations sur le bilan hydrique, le cycle de l'azote, la fixation de carbone, la préservation de la biodiversité ? Et au final, l'agroforesterie, dans quelles conditions est-ce productif ? Rentable ?

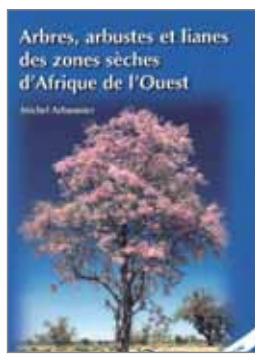
Dans la seconde partie, vous trouverez les conseils pour réussir votre projet agroforestier, de la plantation des arbres à leur récolte, du choix des espèces d'arbres et des cultures intercalaires à leur gestion quotidienne.

Il y a mille agroforesteries possibles. Puisse cet ouvrage vous permettre d'inventer la votre.

«Arbres, arbustes et lianes des zones sèches d'Afrique de l'Ouest»

Cirad MNHM, UICN, 2000 pour la 1ère édition
-Cirad MNHN, 2002 pour la 2ème édition, revue et augmentée
ISBN CIRAD 2-87614- 509-X
ISBN MNHN 2-85653-546-1

Ce guide est pratique, conçu pour identifier les arbres, arbustes et lianes des zones sèches de l'Afrique de l'Ouest, est actuellement le seul ouvrage de vulgarisation en langue française disponible sur le sujet. Des principes de fond et de forme ont soutenu la réalité de ce document : répondre aux besoins des botanistes amateurs, des agronomes, des pastoralistes et des amoureux de la nature munis d'un bon sens de l'observa-



tion ; faire appel à des termes botaniques ou techniques usuels pour faciliter la compréhension des descriptions ; présenter une synthèse rapide et actualisée des utilisations de chaque espèce ; proposer un ensemble concis, pratique, à emporter sur le terrain, que l'on pourra consulter sans l'aide d'une loupe binoculaire.

Première édition publiée avec le concours des ambassades des Pays-Bas au Mali, et au Burkina ainsi que du service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France au Burkina.

«Conserver les ressources forestières en France».

Eric Teissier du Cros, coordonnateur, 1999.
Ministère de l'Agriculture et de la pêche, Bureau des Ressources Génétiques, Commission des Ressources Génétiques Forestières, INRA-DIC, Paris, 60 pages.



Cet ouvrage présente les raisons et les objectifs de la conservation des essences forestières de même que les travaux engagés et les acquis. Sa lecture permettra de constater l'ampleur du chemin parcouru en France depuis la fin des années 1980 : connaissances acquises sur la diversité génétique des essences forestières et sur sa structuration géographique, sur les systèmes de reproduction et les mécanismes biologiques assurant le maintien et l'évolution de cette diversité. Des connaissances immédiatement applicables au choix des modes de conservation (in situ et ex situ), au nombre d'échantillons à conserver, à la taille de chacun d'eux et aux interactions avec les méthodes de gestion sylvicoles des conservatoires nécessaires à leur

évolution dans un environnement naturel et anthropique en changement permanent. Onze cas - espèces ou écosystèmes - sont présentés de manière synthétique : Alisier Terminal, Chêne sessile, Cormier, Epicéa commun, Hêtre, Merisier, Orme, Peuplier noir, Pin maritime, Sapin pectiné et enfin ressources génétiques des forêts tropicales : cas de la Guyane. Ils sont représentatifs des grands types de formation végétale : espèces sociales ou disséminées, écosystèmes complexes. Dans chaque cas, l'accent a été mis sur les différents types et niveaux de danger pour le maintien de l'intégrité de notre patrimoine. La conclusion propose des réflexions sur l'intégration de la protection des ressources génétiques forestières dans la gestion des massifs forestiers et l'aménagement.

Document gratuit sur demande. Contacts :
- Isabelle Bilger, Cemagref, Domaine des Barres, 45290 Nogent-sur-Vernisson. Télécopie : 02.38.95.03.44.

- pour une diffusion interne à l'Inra : Salle d'actualité, 147 rue de l'Université, 75338 Paris, tél. 01.42.75.90.00, télécopie 01.45.50.27.16.

«Graines des feuillus forestiers : de la récolte au semis»

par Suszka B., Muller C., Bonnet-Masimbert M.
1994, INRA Editions, 332 p. (collection Techniques et Pratiques)



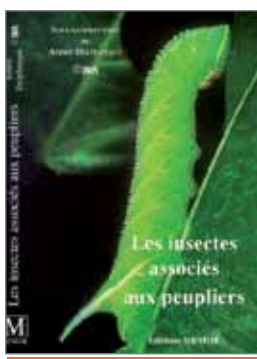
Afin de permettre aux professionnels d'utiliser avec efficacité les semences des principales espèces feuillues forestières, cet ouvrage décrit toutes les étapes du traitement des graines : récolte, problèmes sanitaires, conservation, levée de dormance, germination et semis. Alliant résultats expérimentaux et conclusions pratiques, il met l'accent sur les progrès récents, notamment l'association entre levée de dormance et conservation. Public : professionnels de la forêt et de l'horticulture, étudiants, enseignants, scientifiques.

«Les insectes associés aux peupliers»

par Delplanque A. dir.
1998, INRA Editions, 452 p.

Cet ouvrage fait le bilan des connaissances

BIBLIOGRAPHIE



entomologiques actuelles concernant le peuplier. Illustré de 200 dessins et clefs de détermination, il montre grâce à 460 photos en couleurs les différents aspects d'une attaque d'insectes. La première partie montre la spécialisation de chacun des insectes phytophages ou xylophages vis-à-vis des différents organes de l'arbre. La seconde partie décrit les insectes auxiliaires liés aux ravageurs les plus importants. Sont enfin données les méthodes de lutte actuellement autorisées pour enrayer ou, mieux encore, limiter raisonnablement leurs principales pullulations. Ce livre répondra aux besoins des forestiers, aménageurs, biologistes et agronomes en mettant à leur disposition un modèle de biocénose adapté à une essence. Il permettra également à toute personne curieuse de comprendre les phénomènes qui régissent les relations entre l'arbre et les insectes.

LES FORETS, PRECIEUX CAPITAL

L'Afrique et son capital carbone

Par Lotfi Bel Hadj

Respublica, 2011, 152 p.

ISBN 978-2-35810-091-5

14,90 €

Ebook : 8 € à l'adresse



Les forêts absorbent et séquestrent chaque année des millions de tonnes de dioxyde de carbone, le CO₂. Ce gaz, rejeté par l'industrie et les véhicules à moteur, est une cause majeure du réchauffement de la planète. Pour protéger ces forêts, le principe de crédits carbone a été adopté sous les auspices des Nations unies afin de valoriser leur capacité à stocker ce carbone. Les pays protégeant leurs forêts ont la possibilité de recevoir des crédits carbone qu'ils peuvent vendre à des industriels gros pollueurs afin de réduire leurs quotas d'émission de CO₂. Le continent africain peut tirer bénéfice de ce processus dans

la mesure où il ne pollue que très peu et dispose, dans le seul bassin du Congo, du second "poumon vert" de la planète après l'Amazonie. Les pays de la région ont d'ailleurs déjà commencé à agir pour valoriser ce potentiel.

Cet ouvrage décrit en détail le mécanisme complexe du crédit carbone et les gains importants qu'il peut procurer au continent africain. Son ambition est avant tout d'éclaircir un débat très technique et très complexe, resté jusqu'à présent essentiellement entre les mains des experts et des politiques.

EN FINIR AVEC LES NUISIBLES

Par B. James, C. Atcha-Ahowé, I. Godonou, H.

Baimey, G. Goergen, R. Sikirou et M. Toko

IITA, 2011, 112 p.

ISBN 978-978-50004-4-3

CTA n° 1633

20 unités de crédit

Ce guide, fruit d'une collaboration entre Institut international d'agriculture tropicale (IITA), basé au Nigeria, et l'Institut national



de recherches agricoles du Bénin (INRAB), s'articule autour d'une trentaine de fiches documentaires sur les nuisibles. Ces fiches permettent de les identifier, d'en connaître la biologie, les ravages qu'ils provoquent sur les productions maraîchères et leur méthode de dispersion ou de propagation. Cette présentation détaillée est accompagnée de photos destinées à faciliter leur identification et celle des dégâts qu'ils provoquent. Elle est précédée de chapitres consacrés à la présentation des agrosystèmes des légumes, aux techniques de diagnostic au champ et de collecte de spécimens de nuisibles. La dernière partie de l'ouvrage s'intéresse aux différentes options existantes de gestion intégrée des nuisibles aux différents stades de la culture, depuis la préparation du sol et le choix des semences jusqu'à la maturité. Principalement destiné aux praticiens de terrain et aux agents de vulgarisation, ce guide devrait également être utile aux techniciens, étudiants et chercheurs.

Gestion intégrée des nuisibles en production maraîchère : guide pour les agents de vulgarisation en Afrique de l'Ouest.

«L'art de greffer»

Auteur : Charles BALTET

Prix : 19 euros

Editeur : Jeanne LAFFITTE

ISBN : 273480056X

<http://www.greffer.net/forum/viewtopic.php?t=12>



Un classique, vu que l'édition originale est datée de 1892. Tout d'abord le style : comme tous les livres d'époque, c'est écrit avec une telle plume qu'on le lit comme un roman. Illustrées par des croquis de qualité, les méthodes de greffage sont expliquées, en allant bien plus loin que les méthodes de greffage les plus courantes.

Ensuite, chaque arbre, arbuste a son propre chapitre : quels sont les porte-greffe, quels sont les méthodes de greffage adaptées et leur époque, et de nombreuses observations.

Titre «L'AGROFORESTERIE : Des arbres et des champs»

Emmanuel Torquebiau

Biologie, écologie, agronomie

ENVIRONNEMENT, NATURE, ÉCOLOGIE MONDE

RURAL, AGRICULTURE AFRIQUE NOIRE

ISBN : 978-2-296-03434-1 (juin 2007, 154

pages) Prix éditeur : 13, 30 Euros



Derrière le terme d'agroforesterie se cache l'une des innovations majeures de l'agronomie contemporaine. Alors que le paradigme productiviste de l'agriculture et de la foresterie prétend qu'il faut simplifier et uniformiser pour obtenir des rendements maximums, l'agroforesterie fait le pari de la complexité et du mélange. En intégrant arbres, plantes et animaux dans une logique d'agro-écosystème, l'agroforesterie se place en position de force pour répondre aux critères du développement durable.

Hommage à Ndiogou FALL, ancien président du ROPPA

Après les hommages de la communauté régionale et internationale, les proches, ceux qui ont partagé le combat de ce chantre de l'agriculture familiale témoignent, en rappelant son parcours de son Risso natal aux sphères internationales. En publiant ce témoignage, l'équipe d'AGRIDAPE souhaite aussi témoigner de son respect pour ce pilier de la cause paysanne en Afrique.



Ndiogou FALL est né un jour de l'année 1955, au Sénégal, dans une petite bourgade du Cayor dénommée RISSO FALL à environ deux kilomètres de Mékhé (Région de Thiès). Son départ vers le Paradis Eternel auquel le Seigneur très Haut l'a rappelé le jeudi 5 mai 2011 a affecté tout le mouvement paysan africain et ses partenaires qui œuvrent pour la promotion durable de l'exploitation familiale agricole tant il a consacré l'essentiel de sa vie à cette noble cause. Dès son jeune âge, il a intégré l'école coranique de son village, ensuite l'école française de Koul à l'âge de sept ans où il a terminé son cycle primaire. Devant les difficultés d'études en milieu rural, il s'inscrit à des cours par correspondance qui lui ont permis d'atteindre le niveau d'études du cycle secondaire de l'enseignement.

A 17 ans, il est engagé comme gérant de magasin d'arachide à Sakal puis à Keur Madiabel. Très vite, il comprit que ce travail n'était pas fait pour lui. En tant que fils de paysan, il décida de se consacrer au développement de son village qui manquait de tout (école, eau, électricité, route) à travers l'Association pour la Rénovation de Risso (ARR) pour laquelle il avait fortement contribué à la création. Devenu chef de son exploitation familiale agricole, Ndiogou FALL et sa famille cultivaient l'arachide, le mil, le niébé durant la saison des pluies et les légumes locaux durant la saison sèche. L'exploitation familiale conduisait également un élevage composé de bovins, de petits ruminants et de la volaille. C'est donc par le travail de son exploitation qu'il puisait ses convictions pour la défense et la promotion des exploitations familiales agricoles. Son engagement au service des exploitations familiales agricoles et des petits producteurs, part de son village pour s'ouvrir à un réseau plus grand matérialisé par l'adhésion de l'ARR devenue Association des Jeunes de Risso (AJR) en 1983 à la FONGS-Action Paysanne (Fédération des Organisations Non-Gouvernementales du Sénégal).

En 1985, il a été un des artisans de la naissance de l'UGPM (Union des Groupements

Paysans de Mékhé) qui a scellé l'union de tous les groupements et associations œuvrant pour le bien-être des ruraux de la zone de Mékhé. Ndiogou FALL en sera le Secrétaire Général jusqu'en 1988. A partir de 1989 et jusqu'en décembre 2007, Ndiogou FALL a été un des leaders qui ont façonné l'identité et la force du mouvement paysan autonome du Sénégal. Au sein de la FONGS, il exercera successivement les fonctions de Secrétaire Adjoint en charge de la Formation (1988-1990), de Secrétaire en charge de la formation (1990-1994), de Secrétaire Général (1994-1998) puis de Président de (2001 à 2007). Durant les 18 années passées à la FONGS, Ndiogou FALL a animé entre autres initiatives, la construction d'un système de formation endogène et innovante des leaders paysans matérialisé par le Programme d'Echanges de Formation et d'Appui (PEFA) d'où sont issus la quasi-totalité des leaders actuels du mouvement paysan sénégalais.

Ndiogou FALL, a également joué un rôle privilégié dans la fondation du CNCR (Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux), de l'ASPRODEB (Association Sénégalaise pour la Promotion du Développement à la Base) et du ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest). Son dynamisme, son engagement, ses qualités humaines, intellectuelles et morales lui ont valu, en 2000, d'être élu unanimement Président du ROPPA. Dix ans durant, il a su mobiliser les leaders paysans de l'Afrique de l'Ouest pour faire reconnaître le statut et la priorité à donner aux exploitations familiales agricoles dans le développement agricole et rural de la sous-région.

Il a été un des artisans de la collaboration entre les OP et les organismes d'intégration régionale, notamment l'UEMOA et la CEDEAO. C'est aussi en tant que Président du ROPPA qu'il a œuvré à une unité plus forte et une solidarité plus active de tous les réseaux d'organisations paysannes et de producteurs agricoles du continent africain. Ce travail remarquable a abouti

à la création de la PAFFO (Plateforme Panafricaine des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles). Ce travail a également porté la voix paysanne africaine à l'échelle du monde.

Depuis 2008, Ndiogou FALL devenu Président de l'ASPRODEB a poussé les organisations paysannes sénégalaises dans la voie ardue de la professionnalisation et de la maîtrise économique à travers des partenariats gagnant-gagnant avec les autres acteurs du secteur privé national.

Sa douce et rassurante voix, son érudition, son sens du dialogue du partage et de l'ouverture, sa grande diplomatie, son ancrage dans la tradition et la culture cayorienne (son terroir d'origine) et africaine, sa probité morale, ses positions hardies pour la défense du mouvement paysan autonome et son sourire constant ont été les traits de caractère qu'unanimement les messages de condoléances reçus ont souligné. Il restera dans nos cœurs et dans nos esprits comme une source intarissable d'engagement et de motivation au service d'une agriculture durable basée sur la promotion des exploitations familiales à laquelle il aura consacré toute son énergie et tout son temps.

Paix à ton âme Monsieur le Président.

Les Administrateurs de la FONGS du CNCR et de l'ASPRODEB

Animateur paysan à l'Union des groupements de Mékhé (région de Thiès), Samba Mbaye est un ami et frère de feu Ndiogou Fall rappelé à Dieu le 5 mai dernier. Natifs du même village Risso, ce sont des amis d'enfance qui ont partagé le même combat : celui de la reconnaissance des exploitations familiales.

L'animateur paysan Samba Mbaye a indiqué que l'apport de feu Ndiogou Fall dans le développement du monde rural est sans commune mesure. Car, «il faisait partie, des leaders paysans ancrés dans leur terroir. Ndiogou Fall a été un grand défenseur de l'exploitation familiale. Il disait que le développement du monde rural ne peut être réussi dans nos pays en voie de développement que si on assiste de façon efficiente les exploitations familiales». D'une voix empreinte d'émotion, Samba Mbaye a souligné qu'il a perdu un grand ami et confident. Le villageois de Risso et environ pleurent toujours un régulateur social hors pair. Alors que le monde rural national et international est toujours sous le choc du décès de cet expert générique.

Comprendre le G20 agricole

Après la crise alimentaire de 2008 et la pénurie annoncée de 2011, le G20 a convié les ministres de l'agriculture de ces pays, à un G20 agricole sous la présidence de la France, les 22 et 23 juin 2011 à Paris. Quelques questions essentielles semblent importantes à clarifier :

Qu'est ce que le G20 Agricole ?

C'est une émanation du G20, en réponse à la crise alimentaire mondiale. Aujourd'hui, avec l'impact de la crise alimentaire de 2008, 925 millions d'individus ont faim dans le monde selon la FAO. Le G20 agricole réunit donc les ministres de l'agriculture des 19 Etats et de l'Union Européenne qui constituent ce forum économique des pays les plus puissants (G8) auxquels se sont adjoints 11 pays dit émergents. Les pays membre du G20 représentent les deux tiers de la population et du commerce au plan mondial, ainsi que plus de 90 % du PIB mondial. Le G20 accueille également le FMI et la Banque Mondiale. Le G20 vise à favoriser la concertation internationale à travers un dialogue élargi à des puissances montantes. Paradoxalement, ce sont les pays émergents qui s'opposent à toute régulation et mécanisme de transparence des marchés agricoles !

De la légitimité du G20 ?

S'il rassemble des puissances représentant une part importante du PIB mondial, le G20 s'est auto institué comme représentant économique légitime du monde. Pourtant des régions entières du monde en sont écartées, essentiellement d'ailleurs les plus vulnérables aux crises alimentaires : l'Afrique en est largement absente (à l'exception de l'Afrique du Sud), de même que le Proche et Moyen-Orient, l'Asie centrale, une bonne partie de l'Asie du sud-est et l'Amérique latine. Au bas mot, un tiers de la population mondiale est absente. S'il représente quelque chose, le G20 représente un certain monde, celui des investisseurs et actionnaires du marché agricole mondial ! Une assemblée de riches qui daigne parler pour les plus pauvres !!!

Il faut rajouter que le G20 n'est pas une émanation de l'ONU. Mais, à sa décharge, jusqu'à présent, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) peine à faire des

propositions acceptables pour une révision profonde du système macro-économique mondial qui permettrait la confrontation équilibrée de l'offre et de la demande sans nuire à l'économie de marché.

Quelle stratégie pour l'Afrique au G20 Agricole ?

Pour faire entendre sa voix, l'Afrique s'est organisée avec l'appui du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) et de l'Organisation pour la Coopération et le Développement économique (OCDE). Une cinquantaine de pays et organismes africains ont proposé, la semaine du 15 juin, en vue de la réunion des ministres de l'Agriculture du G20, leurs propres pistes pour lutter contre la volatilité des prix agricoles et alimentaires. La délégation a insisté sur le manque d'infrastructures de transport et de stockage en Afrique et sur les difficultés d'accès au crédit des producteurs, qui les empêchent de contrer les variations des prix. Elle recommande de créer des stocks alimentaires d'urgence de petite taille et fortement connectés, pour agir à l'échelon régional en cas de pénurie." Les participants ont insisté sur la nécessité de destiner prioritairement les productions aux marchés locaux et régionaux avant de considérer les exportations hors du continent. "Il faut que nous fassions du chocolat avec notre cacao et du tissu avec notre coton pour éviter de subir en permanence la volatilité des prix à l'importation", a déclaré Djibo Bagna, représentant des producteurs ouest-africains (ROPPA). L'ensemble de ces recommandations a été transmis aux ministres de l'Agriculture des pays du G20, parmi lesquels ne figure qu'un seul Africain, le représentant de l'Afrique du Sud.

Quels résultats du G20 agricole ?

LeG20 Agricole a conclu un accord pour lutter contre la volatilité des prix agricoles. Les ministres ont ainsi décidé d'augmenter la production agricole

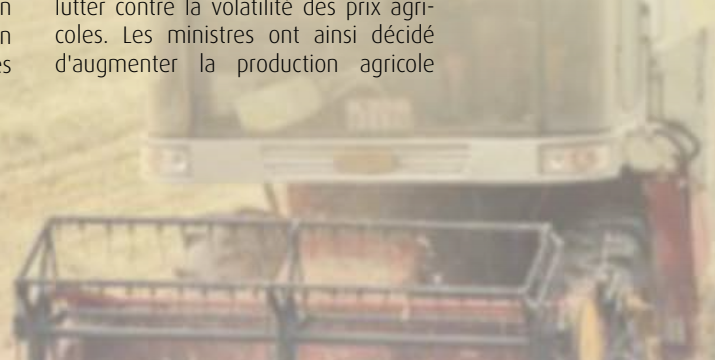


mondiale à améliorer la productivité, selon la déclaration finale. Sur la transparence des stocks agricoles, dont l'Inde et la Chine considèrent que ces informations sont stratégiques, mais le G20 va mettre en place un système d'information sur les marchés, baptisé AMIS sans toutefois prévoir de mesure coercitive. Parmi les avancées, le ministre français de l'agriculture insiste sur le "Forum de réaction rapide", constitué de hauts responsables du G20 et destiné à "agir rapidement afin de prévenir ou d'atténuer les crises mondiales des prix alimentaires". Véritable "Conseil de sécurité agricole", il doit en principe éviter que ne se renouvelle une flambée des prix.

La France avait proposé un plan d'action, fondé sur cinq "piliers" : réinvestir dans l'agriculture mondiale pour "produire plus et mieux" ; accroître la transparence des marchés ; améliorer la coordination internationale pour prévenir et gérer les crises ; développer des outils de gestion du risque lié à la volatilité des prix agricoles ; réguler les marchés de dérivés de matières premières agricoles.

Les organisations non gouvernementales ont réservé un accueil mitigé particulièrement au chapitre de l'accord faisant référence aux agro carburants (éthanol et biodiesel). Le g20 agricole semble mettre plus l'accent sur l'agrobusiness. Oxfam s'est dite déçue, reprochant aux membres du G20 agricole de ne traiter que "l'impact et les conséquences de la volatilité des prix sans s'attaquer aux causes de cette dernière".

Synthèse de lecture
AGRIDAPE



Première Semaine Africaine des Terres Arides

Vers une vision globale et un partenariat sur la Gestion des Terres et la Gestion des Risques Climatiques pour l'Initiative du Sahara et du Sahel

Cette importante rencontre qui s'est tenue du 10 au 17 Juin 2011, à Dakar, au Sénégal, sous l'égide de l'Initiative de la Grande Muraille Verte, de l'Institut de la Terre de l'Université de Columbia, de la FAO, du CILSS, de l'Observatoire du Sahara et du Sahel, et de beaucoup d'autres organisations sous-régionales ou internationales, a réuni des décideurs, des praticiens et des spécialistes en développement de la zone Saharo-Sahélienne pour elle avait pour objectifs : (1) d'échanger et discuter sur les leçons et expériences des principaux programmes de développement des écosystèmes et gestion des risques climatiques, (2) développer des synergies pour une gestion concertée des connaissances en gestion durable des terres et des risques climatiques, (3) développer des programmes pour une action collective intégrant les trois conventions (convention sur la diversité biologique, convention de lutte contre la désertification et convention sur les changements climatiques) comme contribution à la mise en œuvre des programmes de la Grande Muraille Verte.

Plusieurs présentations en plénière et en ateliers thématiques ont été organisées. Elles ont permis de faire le point sur les avancées scientifiques actuelles pour une meilleure compréhension des dynamiques climatiques et de partager les

informations. Elles ont également offert une plateforme pour montrer la diversité et la richesse des pratiques et expériences locales en matière de gestion durable des terres et d'adaptation aux changements et à la variabilité climatiques. L'identification des stratégies et mécanismes à mettre en place pour une meilleure prise en compte de ces pratiques locales dans les politiques nationales et régionales a occupé une place de choix dans les débats.

D'autres axes stratégiques importants ont également alimenté les discussions. Il s'agit entre autres ; de la nécessité d'identifier les lacunes dans le domaine de la collaboration en matière de recherche et de développement des capacités face aux

défis scientifiques et techniques en gestion durable des terres ; de l'importance de formuler et de mettre en œuvre une stratégie de partenariat interinstitutionnelle pour la prise en charge collective et coordonnée future de ces défis.

Il faut rappeler enfin que cette première semaine Africaine des Terres Arides est une contribution à l'Année internationale des forêts (2011) et à la décennie des Nations Unies pour les Déserts et la Lutte contre la Désertification.

Contacts
serigne.mbodji@gmail.com
hbissel@gmail.com
Nora.Berrahmouni@fao.org

30



Terre aride

© Point Focal Tahoua, Niger

2011, Année internationale des forêts

A cause des effets combinés de l'expansion des terres agricoles, des exploitations forestières incontrôlées, d'un aménagement des territoires inefficaces, et de la multiplication des établissements humains, chaque jour, quelque 350 km² de couverture forestière sont détruits à travers le monde.

Au regard de la gravité de l'agression contre les forêts, l'ONU a déclaré 2011, année internationale des forêts. Par cette proclamation, elle souhaite rappeler au monde entier que les forêts sont une partie intégrante du développement mondial durable : les activités économiques relatives aux forêts ont une incidence sur l'existence de 1,6 milliard de personnes au plan mondial, apportent des bienfaits socioculturels, servent de fondement aux savoirs autochtones et, en tant qu'écosystèmes, jouent un rôle primordial en matière d'atténuation des répercussions des changements climatiques et de protection de la biodiversité.

Pour relever le défi de la communication, la fondation GoodPlanet s'est associée aux Nations Unies pour relayer cet événement international grâce à des actions de sensibilisation, d'information et d'éducation en France et à l'étranger. D'ailleurs, le WWF a lancé la campagne «forêts vivantes» avec pour objectif : zéro déforestation nette en 2020.

Directeur du Secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts, Pekka Patosaari a indiqué que «c'est une invitation permanente à la communauté mondiale à s'entendre et à coopérer avec les gouvernements, les organisations internationales et la société civile, afin de veiller à ce que nos forêts soient gérées durablement dans l'intérêt des générations présentes et futures».

Par ailleurs, l'Année internationale de la forêt s'emploie à faire œuvre de sensibilisation et à renforcer les initiatives visant à gérer, conserver et développer tous les types de forêts, y compris les



arbres hors forêts. Et la mise en œuvre de l'Année internationale de la forêt sera, soutient M. Patosaari, «une excellente occasion de renforcer notre collaboration avec des organisations travaillant sur les problèmes du secteur forestier au sein du système des Nations Unies, notamment la FAO et d'autres partenaires internationaux, régionaux et nationaux».



Sommet des 3 bassins forestiers

La gestion durable des forêts, une préoccupation mondiale

La capitale du Congo, Brazzaville a abrité du 29 mai au 3 juin 2011, le Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement sur les trois Bassins forestiers tropicaux du monde. En effet, la gestion durable des forêts, la conservation de la biodiversité et le changement climatique occupent une place prépondérante dans le débat international, avec l'émergence de l'économie verte et le développement de la diplomatie environnementale.

Le rôle écologique des bassins forestiers de l'Amazonie, du Congo et du Bornéo-Mékong est universellement reconnu. Ces bassins constituent 80% des forêts tropicales de la planète. Ils abritent les deux tiers de la biodiversité terrestre et assurent la subsistance à plus d'un milliard de personnes. Les forêts constituent un réservoir de ressources biologiques et jouent un rôle déterminant

dans la fourniture des biens et services environnementaux, la régulation et la stabilisation du climat mondial, autant qu'elles participent au développement économique et social des pays.

Les pays membres du groupe des 11 pays forestiers tropicaux dit F-11, qui comprend le Brésil, le Cameroun, la Colombie, le Congo, le Costa Rica, le Gabon, l'Indonésie, la Malaisie, la Papouasie Nouvelle Guinée, le Pérou et la République Démocratique du Congo sont confrontés au défi commun de concilier les besoins de leur développement parfois destructeurs des écosystèmes à la nécessité de conservation des ressources biologiques.

Le Sommet a donc pour objectif principal l'établissement d'une coopération Sud-Sud et Nord-Sud en vue d'une ges-



tion durable des écosystèmes forestiers des bassins du Congo, d'Amazonie et du Bornéo-Mékong, pour une plus grande contribution à la régulation et à la stabilisation du climat planétaire, la lutte contre la pauvreté et le développement économique des pays concernés.

Le Sommet des 3 bassins a permis la signature d'un traité de coopération entre les bassins et l'adoption d'une déclaration commune sur les forêts tropicales, le climat et le développement durable, dans la perspective des négociations du futur accord sur le climat à Durban, en Afrique du Sud et des préparatifs du Sommet de Rio+20, au Brésil.

31

Financement des stratégies locales d'adaptation aux changements climatiques

Leçons apprises de la mise en œuvre du FSSA

La capitale sénégalaise, Dakar, a abrité les 28- 29 avril 2011, un atelier sous-régional de partage sur le financement des stratégies locales d'adaptation aux changements climatiques. C'était sous l'égide du Fonds de Soutien aux Stratégies locales d'Adaptation (FSSA) aux changements climatiques qui a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des communautés de base à travers la réduction de leur vulnérabilité face aux changements et la variabilité climatiques.

Le FSSA a été conçu comme un programme de démonstration sur deux ans, bâti sur 3 postulats et/ou défis :

1. démontrer que les organisations paysannes peuvent assurer le leadership dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets d'adaptation par une approche qui les responsabilise ;
2. prouver que les stratégies locales d'adaptation portées par les organisations paysannes sont viables, efficaces et efficientes ;

3. établir que l'approche multi acteurs apporte de la valeur ajoutée pour la durabilité et la diffusion des pratiques (locales) d'adaptation.

Aussi, faut-il préciser que le FSSA est un mécanisme innovant d'appui aux initiatives novatrices d'adaptation déjà en cours par l'octroi de ressources financières et l'accompagnement méthodologique. Il appuie 11 projets d'adaptation dont 5 au Burkina Faso, 3 au Mali et 3 au Sénégal. Le montage institutionnel du programme confère un rôle central aux organisations de producteurs tout en favorisant une approche multi acteurs.

La coordination nationale de FSSA est assurée directement par les plateformes paysannes à savoir, la Confédération Paysanne du Faso (CPF) pour le Burkina Faso, la Coordination Nationale des Organisations de Producteurs (CNOP) pour le Mali et la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS) pour le Sénégal. Un Comité National de Pilotage (CNP) composé de personnes issues de différentes structures (la recherche, les ONG, les Ministères



Techniques, etc.) est également mis en place dans chaque pays pour appuyer les plateformes.

Un processus participatif de capitalisation des expériences a permis de tirer les leçons. Les résultats majeurs portent sur le renforcement du leadership paysan en matière d'élaboration et de mise en œuvre de stratégies d'adaptation aux changements climatiques, l'amélioration des mécanismes de partenariat et de collaboration et la consolidation des expériences d'adaptation à travers des incidences sur les conditions de vie, sur l'environnement et le renforcement des capacités.



Greenpeace en campagne pour des pêches durables et équitables en Afrique de l'Ouest



L'Ong Greenpeace a organisé, le mercredi 29 juin 2011 à Dakar, Sénégal, une conférence-débat sur la thématique : «vers des pêches durables et équitables en Afrique de l'Ouest». La volonté de Greenpeace est d'exhorter les gouvernements ouest-africains à promouvoir une gestion durable et équitable des ressources halieutiques.

Car, selon la FAO, la situation des stocks de poisson dans les océans est tragique. 53% des stocks mondiaux de poissons sont exploités à leur maximum, 32% surexploités ou épuisés et seulement 15% sont modérément utilisés ou sous-exploités. La pêche destructive, les prises accidentelles ou accessoires et la pêche illicite, non déclarée et non rapportée sont les maux qui affectent les océans. A cet effet, tous les intervenants au cours des débats ont prédit une grave pénurie de poisson à l'horizon 2030.

Le chargé de Campagne Océans de Greenpeace, Raoul Monsembula a indiqué que l'Union Européenne doit garantir un accord de partenariat de pêche équitable et durable. «Les pêcheurs européens ne peuvent pas tout simplement transposer le problème vers une autre région, en particulier des régions côtières de l'Afrique où la plupart de nos apports en protéines animales proviennent de la mer».

Sa collègue, Oumy Sène Diouf a invité les gouvernements à assurer une pêche durable. «Ils doivent prendre leurs responsabilités afin de générer des ressources et des moyens de subsistance durables pour leurs citoyens. Par conséquent, ils doivent s'attaquer à la surcapacité, à la pêche destructrice et à la destruction de l'écosystème, de même promouvoir le contrôle et la surveillance».

Pour rappel, grâce à Greenpeace, six pêcheurs du Cap Vert, du Sénégal et de la Mauritanie ont effectué au mois d'avril dernier, un voyage en Europe. Ils ont rencontré des ministres, des parlementaires, la société civile, les médias et les pêcheurs locaux dans huit pays européens pour sensibiliser sur les pratiques destructrices des flottes étrangères.

32

Lu pour vous

Rapport FAO 2011 Faire des forêts de multiples voies vers le développement durable



«La Situation des forêts du monde» est un rapport publié par le FAO tous les deux ans. Il présente des informations actualisées sur les principaux thèmes touchant les forêts du monde. Pour rappel, l'édition de 2009 s'est penchée sur le thème «Société, forêts et foresterie: s'adapter pour l'avenir», en se plaçant dans la perspective de la «demande» pour présenter les tendances et les thèmes dans le secteur des forêts.

L'édition 2011 adopte une approche plus globaliste des multiples façons dont les forêts soutiennent les moyens d'existence des populations, sous le thème «Changer les voies, changer les vies: les forêts, des voies multiples vers le développement durable». Pour étudier ce

thème, le rapport s'est intéressé à trois sujets phares :

- Les industries forestières durables, les changements climatiques et les moyens d'existence locaux ;
- L'examen de leur capacité potentielle de stimuler le développement à tous les niveaux ;
- La présentation des dernières analyses régionales tirées du rapport intitulé Évaluation des ressources forestières mondiales 2010.

A travers les différents chapitres, le rapport renseigne sur les richesses offertes par les forêts et les conditions pour en jouir durablement. Il s'agit de :

- 1- gérer et préserver les forêts dans le contexte des changements climatiques ;
- 2- tirer parti de la connaissance locale de la valeur monétaire et non monétaire des forêts.

Le document indique qu'il n'existe pas de manière unique d'emprunter ces voies ; parfois, leurs buts et leurs approches se croisent, parfois leur trajectoire est solitaire. Même s'il est clair que dans tous les cas, les forêts sont une ressource insuffisamment appréciée et sous évaluée qui pourrait stimuler la génération de revenus et le développement durable.

Oxfam : cultiver un avenir meilleur pour une justice alimentaire



Oxfam

Dans son rapport publié en juin 2011, Oxfam a lancé un appel en faveur d'une justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées. Le rapport est articulé autour de 3 défis. Le premier est une production durable qui nécessite une mutation du système alimentaire. «D'ici à 2050 la planète comptera 9 milliards d'individus et la demande alimentaire va augmenter de 70%. Il est essentiel de répondre à cette demande, malgré l'amenuisement des rendements, la raréfaction des ressources en eau et la concurrence croissante sur les terres. L'agriculture doit rapidement s'adapter à un climat changeant et réduire son empreinte carbone».

De plus, le système alimentaire mondial ne fonctionne que pour une minorité. Il laisse les milliards de consommateurs dans une situation d'impuissance et d'ignorance quant à ce que nous achetons et mangeons. La majorité des petits producteurs alimentaires se retrouvent désœuvrés et incapables d'exploiter leur potentiel productif», soutient le rapport.

L'égalité est le deuxième défi à relever pour cultiver un meilleur avenir. Au-delà du discours, il s'agit de corriger les inégalités révoltantes qui gangrènent le système alimentaire, du champ jusqu'à notre assiette. Produisant plus de denrées alimentaires que nécessaire, les pays riches, en

gaspillent une grande partie. Alors que dans le monde en développement, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim.

Le développement du potentiel des petites exploitations (constituant l'épine dorsale du système alimentaire) représente la meilleure opportunité pour accroître la production alimentaire, dynamiser la sécurité alimentaire et réduire la vulnérabilité. Pourtant, hommes et femmes confondus, sont régulièrement privés des ressources dont ils ont besoin pour prospérer: terre, eau, technologie, investissements et crédits, notamment.

Le troisième défi reste la résilience, car, révèle le texte, le système alimentaire est fragile. Les fluctuations du cours du pétrole ont un impact sur les prix des denrées alimentaires par l'entremise des engrais et des coûts de transport. Les phénomènes météorologiques perturbent l'approvisionnement. Les capitaux spéculatifs faussent les marchés. Le pire est sans doute le rôle des États dans le déclenchement des crises du prix des denrées alimentaires, plutôt que dans leur prévention.

A cela s'ajoutent les politiques d'intérêts personnels étriqués et une concurrence déloyale avec les programmes d'agro carburant basés sur les céréales et les interdictions d'exportation. Ces politiques

rendent encore plus critique une situation qui était déjà mauvaise. «Nous devons énormément renforcer notre capacité à gérer collectivement les risques, ainsi que notre résilience face aux chocs et à la volatilité. Hélas, les institutions requises pour protéger les plus vulnérables sont souvent inadaptées ou font totalement défaut», analyse Oxfam.

Le rapport «Cultiver un avenir meilleur» soutient une nouvelle campagne qui véhicule un message simple : un autre avenir est possible, et nous pouvons le construire ensemble.



33

Pour en savoir plus et télécharger le rapport : <http://www.oxfam.org/fr/cultivons/reports/cultiver-un-avenir-meilleur>

Des outils d'évaluation de la gouvernance en matière de gestion durable des forêts et d'atténuation du changement climatique

La FAO, la Banque mondiale, le programme UN-REDD et Chatham House ont présenté deux outils d'évaluation de la gouvernance en matière de gestion durable des forêts et d'atténuation du changement climatique, en mai 2011. Leur conviction est la suivante : la lutte contre le changement climatique passe par la bonne gouvernance des ressources forestières mondiales.

Le cadre pour l'évaluation et la surveillance de la gouvernance des forêts offre aux pays une liste de contrôle détaillée pour identifier et affronter les problèmes en matière de gouvernance des ressources forestières. Il leur permet aussi de gérer de manière convenable les efforts visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts.

Le cadre d'évaluation et de surveillance de la gouvernance des forêts qui est élaboré

par la FAO et le Programme de gestion des forêts de la Banque mondiale (PROFOR), se résume à trois chapitres ou «piliers» essentiels de la gouvernance des forêts :

1. cadres politique, juridique, institutionnel et de régulation;
2. processus de planification et de prise de décision;
3. application, exécution par voie légale et respect des règles.

En ce qui concerne les performances, elles s'établissent en fonction de six critères: responsabilité, efficacité, efficience, équité, participation et transparence.

Le Programme UN-REDD et Chatham House ont présenté une approche méthodologique de la divulgation d'informations relatives aux questions de gouvernance ayant trait à la *Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégrada-*

tion des forêts (REDD+). Ce cadre offre des conseils aux pays qui veulent à la fois s'assurer et montrer que les activités relatives à REDD+ sont effectivement appliquées et les garanties de gouvernance prises en compte.

Des projets pilotes basés sur les deux approches sont prévus en vue de les tester et de les étoffer.

Pour en savoir plus : <http://www.fao.org/news/story/fr/item/74825/icode/>



Une expo itinérante sur les forêts tropicales

Comment concilier exploitation et préservation des forêts tropicales humides ? Une réponse à cette question à travers l'exposition itinérante sur les forêts tropicales humides au Palais de la découverte. Lancée le 23 juin 2011, l'exposition nomade intitulée : « Forêts tropicales humides, avenir de la planète » va se balader à travers quatre continents jusqu'à la fin de l'année. Itinéraire d'une expo qui fait découvrir au grand public le rôle essentiel des forêts tropicales humides d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

L'exposition est réalisée par le CIRAD et l'IRD avec le soutien de l'Institut français et du ministère français des Affaires étrangères et européennes. Son objectif consiste à sensibiliser,

informer et interroger, les publics du Nord comme du Sud, sur les modes de gestion durable des forêts tropicales humides.

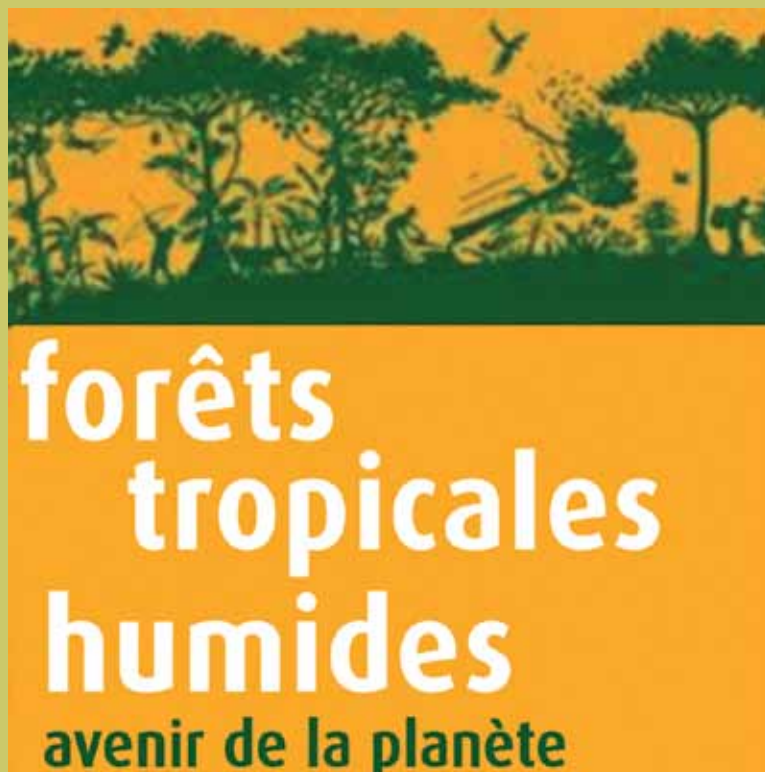
En outre, une occasion est offerte aux populations de ces quatre continents pour découvrir des insectes, des plantes et graines des sous-bois tropicaux ainsi que des objets utilisés par les populations de ces forêts pour chasser et se nourrir. Les panneaux didactiques et documentaires audiovisuels permettront au public de mieux comprendre les enjeux environnementaux, économiques et sociaux de ces écosystèmes essentiels à notre planète.

Après la République du Congo, à l'occasion du Sommet des trois bassins

forestiers tropicaux qui s'est tenu à Brazzaville du 29 mai au 3 juin 2011, l'exposition itinérante s'apprête à faire une pause de trois mois au Palais de la découverte, à Paris : du 28 juin au 25 septembre 2011. Rendez-vous le 29 juin pour l'inauguration.

Par ailleurs, les prochaines escales déjà au programme sont le Cameroun, la République centrafricaine, la Chine, la Tunisie, le Chili, l'Arabie saoudite, le Maroc, le Sénégal, le Chili, le Pérou, la Bolivie, Cuba, la Malaisie et le Brésil.

Pour en savoir plus : http://forets2011.cirad.fr/les_actualites/une_expo_sur_les_forets_tropicales_humides_au_palais_de_la_decouverte



Questionnaire prospectif

Chers amis,

Depuis plus de 8 ans, grâce au programme de promotion d'une agriculture durable AGRIDAPE, 8 volumes de 4 magazines thématiques (soit au total 32 numéros) ont été publiés et diffusés à plus de 5000 lecteurs par magazine, répartis dans 55 pays.

Les enquêtes et les évaluations d'impacts successives auprès des lecteurs, des partenaires et des institutions pairs, conforte la rédaction d'AGRIDAPE dans l'utilité du produit pour la valorisation des expériences locales et la cogénération de connaissances agro-écologiques basées sur les pratiques et les savoirs faire paysans.

Pourtant, la durabilité de la production du magazine reste un défi permanent. C'est pourquoi, nous sollicitons la participation de nos lecteurs à cette enquête prospective afin de collecter vos avis, et idées sur l'avenir du magazine AGRIDAPE.

Merci de nous accorder 5 minutes pour répondre à ces questions ! (Pour répondre merci de cocher dans les cages)

1. Depuis quand êtes-vous lecteur (lectrice) d'AGRIDAPE ?

- 8 ans Plus de 4 ans Moins de 4 ans

2. Recevez-vous régulièrement les 4 numéros par an ?

- Oui Non

3. Avec combien de personnes partagez-vous vos exemplaires du magazine ?

- 1-3 4-6 7-10 Plus de 1

4. Quelle est la plus grande utilité de ce magazine, veuillez classer de 1 à 3 les 3 plus grandes utilités, 1 étant la première priorité?

- Meilleure connaissance de l'approche AGRIDAPE (Agriculture durable plus respectueux de l'environnement)
 Informations précises sur des thématiques spécifiques
 Découverte d'une gamme d'outils
 Réflexion critique sur la problématique de l'agriculture
 Acquisition de nouvelles pratiques
 Autres, (à précisez).....

5. Avez-vous accès à d'autres sources d'information semblable à AGRIDAPE ?

- OUI NON

Si oui, lesquelles ?

.....
.....

A l'avenir, qu'aimeriez vous qu'on change dans le magazine ? S'agit-il de nouvelles rubriques ou de la présentation du magazine ?

.....

Quelle serait pour vous la version la plus accessible pour recevoir ce magazine ?

- Copie Dure Version Electronique

6. Seriez-vous prêt à donner une contrepartie pour avoir accès à AGRIDAPE ?

- OUI NON

7. Si oui, comment ?

- Abonnement individuel payant (précisez un montant)
 Abonnement Institutionnel payant (Précisez un montant)
 Recherche de sponsors pour des abonnements
 Achat d'espaces annonces
 Plus de contributions à travers des articles,
 Autres, (à précisez)

Si non pourquoi ?

.....

Quelles sont vos idées, vos suggestions pour assurer la durabilité du magazine ?

.....

Merci de votre collaboration



La capitalisation comme levier du développement : mieux valoriser vos expériences & innovations

Atelier International de Formation sur la Capitalisation & la Diffusion des Expériences
Du 24 au 29 Octobre 2011 à Saly - Sénégal

36

Pourquoi une formation en capitalisation ?

La mobilisation des connaissances constitue un levier essentiel pour l'amélioration de la pertinence et de la performance des actions de développement. De nombreuses expériences et innovations sont conduites dans le monde et particulièrement en Afrique mais restent cloisonnées, peu visibles et faiblement valorisées.

Cette formation vise à outiller les acteurs du développement francophone pour

- Comprendre le concept et l'enjeu de la capitalisation ;
- Planifier, faciliter et mettre en œuvre un processus de capitalisation d'expérience ;
- Elaborer une stratégie de diffusion et de partage des connaissances.

A qui est destinée cette formation ?

Cet atelier de formation s'adresse aux individus soucieux de renforcer leurs capacités et aux organisations de la société civile, des ONG, des organisations communautaires, des institutions publiques ayant l'ambition de mieux valoriser leurs expériences et innovations dans le cadre de la gestion des connaissances

Comment faire pour y participer ?

- Chaque candidat devra envoyer au préalable, le formulaire d'inscription rempli au plus tard le 2 septembre 2011.
- Le nombre de place étant limité à 25 participants, une sélection des participants se fera sur la base de l'analyse des formulaires.
- Les frais d'inscription s'élèvent à 1990 euros, comprenant le transfert aller-retour de l'aéroport au lieu du séminaire, l'hébergement en pension complète durant tout le séminaire, la formation et la documentation.
- Tous les autres frais (billet d'avion, perdiems, communications, etc.) sont à la charge des participants ou des institutions ayant sponsorisé leur participation.

Quelles sont les principes de formation ?

1. La valorisation et le partage des expériences en s'appuyant sur le diagnostic des pratiques de capitalisation d'expériences au sein des institutions et organisations des participants.

2. La combinaison de la théorie et de la pratique par une alternance de sessions théoriques et pratiques à travers les présentations des formateurs, des travaux de groupe, des jeux de rôles et une session pratique de terrain avec les communautés locales.

3. La mise en perspective des enseignements débouchant sur l'élaboration par chaque participant d'un plan d'action de son propre projet de capitalisation.

Qui contacter ?

FRAO/WARF

Tél : (221) 33 865 00 60 - Fax : 221) 33 860 66 89
10075, Sacré Cœur III VDN, CP 13 – Dakar, Sénégal
Email : formation@frao.info

IED Afrique

Tél : (221) 33 867 10 58 – Fax : (221) 33 867 10 59
24, Sacré Cœur III, BP 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Email : formation@iedafrique.org

Qui sont les institutions formatrices ?

La FRAO et l'IED Afrique sont deux organisations partenaires, reconnues pour la promotion des approches participatives en Afrique par la recherche-action, la formation et le réseautage.

<http://www.frao.info>

<http://www.iedafrique.org>

<http://www.frao.info/IMG/jpg/logo.jpg>

